VILLE DE
Draveil

PROCES-VERBAL DU CONSEIL MUNICIPAL DU JEUDI 23 AVRIL 2026

L'an deux mille vingt-six, le jeudi 23 avril à 19h00, le conseil municipal de la commune de Draveil, légalement convoqué le 17 avril s'est assemblé au théâtre Donald Cardwell de Draveil, sous la présidence de Madame Anne-Marie JOURDANNEAU-FORT, Maire

Présents :
Mme JOURDANNEAU-FORT, M. ROUSSET, Mme HIDRI, M. KALKIAS, Mme CHEVEREAU, M. PAQUET, M. CHARDEY, Mme DUSSAUD, M. DAFI, Mme BOUILLOT, M. ZAKY ABDOU, Mme MATSA, M. MABROUK, Mme PAYEUR, M. ARFI, Mme TZAREWSKY, M. SAINT-JULIEN, Mme RABESON, Mme BEGUIN, M. GUALA (à partir de la DCM 26-04-056), Mme ABDELLI, M. ROBERT, Mme TRICOT, M. TORES, M. DAMERVAL, Mme BLOSER, M. ALGRE, Mme BELLAY, M. MAHEO, Mme GARAH, Mme DESBOIS-BOUBY, Mme VIC, Mme TILLY, M. FOURNIER,

Absents, Excusés, Représentés :
Mme DONCARLI représentée par Mme JOURDANNEAU-FORT, M. HADZIC représenté par M. ROUSSET, M. GUALA représenté par Mme ABDELLI (jusqu'à la DCM 26-04-055), M. BATTESTI représenté par Mme TILLY, M. GUIN représenté par Mme DESBOIS-BOUBY, Mme DI MAMBRO représentée par M. FOURNIER,

---

La séance a été ouverte à 19h00 sous la présidence de Mme JOURDANNEAU-FORT, Maire, qui a fait l'appel.

Madame Marie-Françoise DUSSAUD a été désignée en qualité de secrétaire par le Conseil municipal.

MME LE MAIRE - Est-ce que certaines décisions nécessitent des précisions ou des questions particulières ?

Je vous informe que nous avons retiré de l'ordre du jour le point « Bilan des cessions et acquisitions pour l'année 2025 et bilan des transferts de propriété des collèges Alphonse Daudet et Delacroix au Département de l'Essonne ». Nous passerons donc ces points lors du prochain conseil municipal et comme ça madame DONCARLI pourra les présenter elle-même puisqu'elle n'est pas là ce soir.

Ensuite, est-ce que certaines décisions nécessitent des précisions pour le conseil municipal du jeudi 23 avril ?

Non, je vous remercie.

Ensuite, nous avons reçu une motion du groupe « Draveil en commun » relative à l'avenir de la piscine Caneton et à la politique aquatique communautaire. Donc cette motion sera lue par un de vos membres et sera donc proposée en fin de séance.

Nous avons 4 questions du groupe : « Draveil en commun » :
- Cartographie des risques anticorruption
- Transports et circulation à Draveil
- Jumelage
- Continuité du service de l'eau : situation aux Haies Saint-Rémy

Nous avons 2 questions du groupe : « Agir pour Draveil » :

- Barbecues sauvages aux Mazières
- Engagements pour le futur cinéma

Nous répondrons aux questions comme d'habitude en fin de séance.

Ensuite, je soumets à votre approbation le procès-verbal du conseil municipal du 5 février.

Puis, Mme le Maire procède à l'ordre du jour.

DCM 26-04-042 Modification de la délégation de compétences au Maire en vertu de l'article L 2122-22 du Code général des collectivités territoriales

MME LE MAIRE - La délibération accordant délégations de compétences au Maire en vertu de l'article L 2122-22 du Code général des collectivités territoriales, ne permet pas à la commune d'être représentée dans le cadre des procédures d'urgence et dans toute autre procédure où la présence d'un fonctionnaire pour défendre les intérêts de la ville est indispensable en cas d'audience de comparution immédiate, de référé, de conclusions du rapporteur défavorables ou des instances de médiation par exemple.

Lorsqu'une infraction est commise : accident de la voie publique avec délit de fuite, dégradation de biens publics, agression du personnel communal... le Code de procédure pénale permet de juger le prévenu en comparution immédiate.

Ainsi un délai de 24 heures s'écoule entre la commission des faits et le passage devant le tribunal.
Afin d'éviter à la commune d'engager des frais d'avocat dans le cadre d'une procédure où des agents communaux sont agressés, où le patrimoine communal est dégradé sans que les préjudices engendrés dépassent les frais d'avocat et de permettre de disposer de la défense nécessaire lors de procédures devant le tribunal judiciaire ou le tribunal administratif, il est proposé aux membres du conseil municipal de donner délégation à un fonctionnaire de catégorie A de la commune afin de pouvoir représenter la commune devant le tribunal lors des procédures d'urgence ou nécessitant l'apport d'éléments dans les intérêts de la ville.

Ainsi il est demandé aux membres du conseil municipal de modifier la délibération du conseil municipal n° 26 04 021 du 8 avril 2026 comme suit :

« ***PRECISE : que concernant la délégation de compétences attribuée au titre de l'article L2122-2.16 du CGCT : le conseil municipal autorise un fonctionnaire de catégorie A à représenter la commune et à ester en justice dans le cadre des procédures indiquées au point 15, notamment dans le cadre des procédures dites d'urgences et à chaque fois que l'apport d'éléments dans l'intérêt de la ville est indispensable ».***

M. DAMERVAL - Bonsoir, nous voterons en faveur de ce texte avec comme trois précisions :
La première c'est qu'on aimerait avoir des comptes rendus lorsqu'il est esté en justice et que ça n'apparaisse pas uniquement comme compte-rendu dans les décisions prises par madame la Maire mais qu'il puisse y avoir un suivi et notamment qu'on puisse être tenu au courant au fur et à mesure des procédures et on sait qu'il y en a quelques-unes qui sont en cours.

Deuxième point, nous n'avons pas à ce jour un organigramme récent de la commune et ça sera donc mon troisième point. Il faudrait qu'on sache qui a la capacité en tant que catégorie A à ester en justice au nom de la ville en toute transparence pour les élus que nous sommes ?

MME LE MAIRE - Je peux d'ores et déjà vous répondre. C'est notre directrice juridique. Et il y aura l'organigramme aussi, nous sommes en train de le réaliser.

M. FOURNIER - Bonsoir à tous, alors moi je vais soutenir aussi cette délibération.

Ce que je souhaitais vous dire c'est que, madame le Maire, je vous invite, dans le cadre de cette délibération et en vertu de « tu casses, tu payes » défendu lors de ma campagne électorale, à poursuivre, si ce n'était pas déjà le cas, les auteurs de toute dégradation urbaine. On pourrait ainsi se constituer partie civile après dépôt de plainte et surtout demander la réparation systématique de dégradation.

Oui, car nous sommes libres de faire ce que nous voulons, mais surtout d'en accepter les conséquences. Donc, moi je vous invite réellement à poursuivre toute personne quelconque qui commettrait des dégradations. Il y a des vertus à la sanction, et donc que les personnes puissent comprendre ce qu'elles ont fait. Et surtout, bien évidemment, moi je vous soutiendrai toujours dès lors qu'un membre de l'administration Draveilloise serait pris à partie par un usager quelconque. C'est intolérable. Et donc je soutiens cette délibération et je vous soutiendrai à chaque fois dans ce sens-là. Je vous remercie.

MME LE MAIRE - Je vous remercie. Et je peux d'ores et déjà vous dire que chaque état problématique fait l'objet d'une procédure. Donc nous n'avons pas de problème à pouvoir être en accord avec ce point, il est impensable de laisser des personnes commettre des actes contre la ville. Et bien sûr en plus cela entraîne des coûts pour la ville. Et au lieu de pouvoir investir autrement, on doit réparer. Donc, chacun doit prendre ses responsabilités. Merci beaucoup.

Approuvée à l'unanimité
Pour : 39
Abstention : 0
Contre : 0

DCM 26-04-043 Désignation du représentant du Conseil municipal au sein du Syndicat Mixte d'Etudes, d'Aménagement et de Gestion de la base régionale de plein air et de loisirs

MME LE MAIRE - La Ville de Draveil, doit désigner parmi les membres du Conseil municipal son représentant pour siéger au sein du Comité syndical du Syndicat Mixte d'Etudes, d'Aménagement et de Gestion de la Base Régionale de Plein Air et de Loisirs.

Je vous propose de désigner monsieur Amir HADZIC.

M. MAHEO - Bonsoir tout le monde,

Nous sommes aujourd'hui la dernière Commune à désigner son représentant au Conseil d'administration du SMAEG.

Madame la Maire, en 2024 vous avez soutenu avec le Département et la Région la reprise de la délégation de service public de la base régionale de plein air et de loisirs. Cette structure vient d'être dissoute laissant derrière elle une ardoise de près de 10 millions d'euros. Vous avez alors été mise en minorité au sein d'un syndicat pourtant majoritairement à droite. Un paradoxe mais surtout une chance car il a fallu le courage d'élus de sensibilités différentes à gauche comme à droite pour permettre la création d'une régie au 1er janvier 2025.

Aujourd'hui, cette régie fonctionne, elle repose sur une équipe remarquable, des agents engagés, des personnels administratifs dévoués, des femmes et des hommes qui chaque jour font vivre et entretiennent ce poumon vert au rayonnement régional.

Et pourtant, avec François DUROVRAY, vous avez fait le choix d'écarter Samia CARTIER qui n'appartient pas à votre famille politique pour la remplacer par Michel BOURNAT, maire de Gif-Sur-Yvette. Ce choix imposé par la Région et le Département s'apparente à une reprise en main politique qui éloigne les villes du territoire de la gouvernance de leur propre île de loisirs.

Ce n'est pas acceptable. C'est dans ce contexte que je vous présente ma candidature car nous le voyons déjà, le Département a refusé de voter le budget permettant la réouverture de l'espace baignade cet été. Une décision lourde de conséquences qui permet aujourd'hui de faire porter la responsabilité sur le syndicat mixte et sur son président sortant.

Je veux être le candidat de la clarté, de la responsabilité. Le candidat de la défense, de la régie publique qui a fait la preuve de son efficacité. Le candidat des services publics accessibles et utiles à toutes et à tous. Et le candidat d'un juste équilibre entre le rayonnement régional de cet équipement et le respect des communes qui le font vivre.

MME LE MAIRE – Merci monsieur MAHEO. Y a-t-il d'autres candidatures ?

MME DESBOIS-BOUBY - Je prends la parole au nom de Thierry BATTESTI qui malheureusement est absent ce soir, qui est le président actuel de ce syndicat, qui souhaiterait porter sa candidature de nouveau pour cette base de loisirs.

Son bilan est plutôt positif parce que c'est la première fois que les comptes sont positifs à la base de loisirs et donc il souhaiterait continuer cette mission qui l'intéressait beaucoup et donc je dépose sa candidature.

MME LE MAIRE – J'ai noté.

Je voudrais vous répondre monsieur MAHEO parce que vous voulez être candidat mais d'un dossier visiblement que vous maîtrisez mal.

Je vais vous rappeler deux, trois choses.

Nous avons voté contre la DSP tous ensemble, nous ne voulions pas. Nous avons tous voté pour la régie.

Madame CARTIER a été remplacée par Michel BOURNAT au titre de VP Départemental, 1er VP Départemental. Et nous avons deux VP, deux représentants départementaux. C'est à ce titre qu'il a été proposé de voter pour la réouverture de l'espace baignade.

En tout cas, c'était juste pour vous repréciser nos différences de points de vues comme toujours.

Donc je vous propose de passer au vote. Nous avons trois candidats. Nous avons monsieur MAHEO, nous avons monsieur BATTESTI et nous avons monsieur Amir HADZIC.

Nous allons procéder au vote à main levée.

Candidats :
M. HADZIC : 26 voix POUR (Mme JOURDANNEAU-FORT, M. ROUSSET, Mme HIDRI, M. KALKIAS, Mme CHEVEREAU, M. PAQUET, M. CHARDEY, Mme DUSSAUD, M. DAFI, Mme BOUILLOT, M. ZAKY ABDOU, Mme MATSA, M. MABROUK, Mme PAYEUR, M. ARFI, Mme TZAREWSKY, M. SAINT-JULIEN, Mme RABESON, Mme BEGUIN, M. GUALA représenté par Mme ABDELLI), Mme ABDELLI, M. ROBERT, Mme TRICOT, M. TORES, Mme DONCARLI représentée par Mme JOURDANNEAU-FORT, M. HADZIC représenté par M. ROUSSET)

M. MAHEO : 6 voix POUR (M. DAMERVAL, Mme BLOSER, M. ALGRE, Mme BELLAY, M. MAHEO, Mme GARAH)

M. BATTESTI : 5 voix POUR (Mme DESBOIS-BOUBY, M. GUIN représenté par Mme DESBOIS-BOUBY, Mme VIC, Mme TILLY, M. BATTESTI représenté par Mme TILLY)

***Abstention** : 2 (M. FOURNIER, Mme DI MAMBRO représentée par M. FOURNIER)*

Elu : M. HADZIC avec 26 voix POUR

DCM 26-04-044 Création d'un CST commun Ville et CCAS
Mme le Maire donne la parole à Mme RABESON

MME RABESON - Le Code Général de la Fonction Publique et notamment ses articles L. 251-5 à L 251-7, L 252-8, L 254-2 et L 254-4, ainsi que ses articles R 251-31 à 34, R 252-30 à 33, R. 252-34 à 40 ; régissent l'organisation et le fonctionnement des comités sociaux territoriaux (CST).

A l'occasion du renouvellement du mandat il est proposé de créer un nouveau CST.

- Le Comité Social Territorial est chargé de l'examen des questions collectives de travail ainsi que des conditions de travail ;

- Un Comité Social Territorial est créé dans chaque collectivité ou établissement employant au moins 50 agents ;

Considérant que les effectifs d'agents titulaires, stagiaires, contractuels de droit public et de droit privé appréciés au 1er janvier 2026 est supérieur à 200 et inférieur à 1 000 agents.

Considérant que dans la fourchette d'effectifs le nombre de représentants titulaires des organisations syndicales peut être compris entre 4 et 6,

D'autre part, conformément à l'article L.251-7 du Code Général de la Fonction Publique, il peut être décidé, par délibérations concordantes des organes délibérants d'une collectivité territoriale et un ou plusieurs établissements publics rattachés à cette collectivité de créer un Comité Social Territorial commun compétent pour tous les agents desdites collectivités et établissements à condition que l'effectif global concerné soit au moins égal à cinquante agents.

Il est demandé au conseil municipal de créer un Comité Social Territorial commun à la Commune et au CCAS de Draveil et de fixer le nombre des représentants de la collectivité à 6 titulaires et 6 suppléants.

MME BLOSER – Oui, bonjour à toutes et tous.

Nous examinons aujourd'hui la création d'un Comité Social Territorial Commun entre la Ville et le CCAS.

Sur le papier rien à dire c'est conforme au cadre légal et même cohérent au regard des effectifs de la collectivité.

Mais un CST ce n'est pas une simple formalité administrative, c'est un lieu de dialogue social, c'est un espace de respect des agents, c'est un engagement politique. Et c'est précisément là que les problèmes commencent.

Le second tour des élections a eu lieu le 22 mars. Vous avez été élue le 28 mars et depuis aucun signal clair, il a fallu attendre le 17 avril pour que vous adressiez un premier message aux agents. Vous n'avez toujours pas rencontré les représentants du personnel. Aucune concertation. Aucun échange structuré. Et pourtant vous avez fait le choix de conserver personnellement la délégation « Ressources Humaines ». Vous en faites même un sujet central. Très bien. Mais alors où sont les actes ? Car dans quelques mois, en décembre auront lieu les élections professionnelles et aujourd'hui les organisations syndicales attendent toujours les modalités d'organisation du scrutin, la constitution des listes électorales, les garanties de transparence.

Sur ces sujets essentiels sans être absent, on ne peut pas d'un côté voter la création d'un CST commun, donc afficher une volonté de structurer le dialogue social et de l'autre ignorer celles et ceux qui doivent le faire vivre. Cela n'a pas de sens. Pire encore, cela fragilise la crédibilité de notre collectivité car le respect des agents n'est pas une option, le dialogue social ce n'est pas un accessoire et la préparation des élections professionnelles, ce n'est pas un détail technique.

Si vous choisissez de conserver la compétence RH, alors vous devez l'assumer pleinement. Sinon, il faut avoir l'honnêteté de dire que d'autres pourraient exercer cette responsabilité autrement. Et sans exposer notre collectivité à ce discrédit.

Pour ma part, nous ne voterons pas contre le principe d'un CST commun mais nous ne pouvons vous donner un blanc-seing à une absence totale de politique des ressources humaines.

MME LE MAIRE – Je vais vous répondre.

Au lendemain de ma nomination, nous avons commencé le tour de tous les agents. Vous n'étiez pas avec moi, vous n'étiez pas derrière moi. J'ai commencé le lendemain et j'ai fait les services techniques, les services administratifs et j'ai été dans les crèches. Je tourne et je tourne. Tout le monde me voit et tout le monde me reçoit. Vous pourrez dire ce que vous voulez, vous n'en ferez pas des vérités. C'est bien dommage.

Ecoutez, nous avons des désaccords et ces désaccords resteront. Je pense que les agents sont très heureux de la manière dont ils sont considérés, donc la situation va pouvoir évoluer et dans tout ce que nous avons prévu pour eux.

Je vous remercie en tout cas de prendre considération des passages que nous faisons auprès de tous les agents. Ils sont nombreux et ça prend du temps. Mais individuellement, ils sont vus et reçus pour certains. Certains m'ont demandé et je les ai reçus.

M. DAMERVAL, Mme BLOSER, M. ALGRE, Mme BELLAY, M. MAHEO, Mme GARAH ne prennent pas part au vote
Approuvée à la majorité des suffrages exprimés
Pour : 31
Abstention : 2 (M. FOURNIER, Mme DI MAMBRO représentée par M. FOURNIER)
Contre : 0

DCM 26-04-045 Tableau des effectifs

Mme le Maire donne la parole à Mme RABESON

MME RABESON - Conformément aux dispositions du Code général de la Fonction publique, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement.

Il appartient donc au Conseil municipal de fixer l'effectif des emplois à temps complet et non complet nécessaire au fonctionnement des services.

La présente délibération est proposée pour les avancements de grade 2026 et les réussites aux concours.

La présente délibération est proposée :

- d'une part, au titre des avancements de grade 2026 et des réussites aux concours,
- d'autre part, dans le cadre de la mise en cohérence du tableau des effectifs avec l'organigramme des services.

1. Créations de postes au titre des avancements de grade

Il s'agit de la création d'un poste à temps complet :

Filière culturelle
- 1 poste d'assistant d'enseignement artistique Principal de 2ème classe.

2. Mise en cohérence avec l'organigramme

Il est proposé de procéder à la création des postes suivants, conformément aux besoins identifiés et aux dispositions statutaires en vigueur :

Filière animation :
- 8 postes d'Adjoint territorial d'animation

Filière animation :
- 3 postes de Moniteur éducateur et intervenant
- 3 postes d'Éducateur de jeunes enfants

Ces créations de postes visent à formaliser l'organisation des services et à assurer la concordance entre les emplois inscrits au tableau des effectifs et les missions assurées par la collectivité.

Cette délibération a donc pour objet d'adopter la modification du tableau des effectifs ainsi proposée.

M. DAMERVAL – Madame le Maire, mes chers collègues,

Je trouve toujours un peu bizarre qu'on débâte du tableau des effectifs avant le budget. C'est quelque chose qui m'étonne un petit peu puisqu'un tableau des effectifs est à mettre en concordance avec un budget. Et vu que nous avons deux délibérations aujourd'hui, je vais vous parler de cette délibération mais aussi de ce que nous dit le budget sur la question des ressources humaines.

Alors de tous ces documents techniques en apparence, il y a beaucoup de réalité sur notre politique en matière de ressources humaines. Et ce qui frappe immédiatement, ce n'est pas seulement le volume : près de 600 agents, mais c'est surtout la place massive des contractuels. Près de 200 agents contractuels dans la collectivité c'est un tiers des effectifs. Oui un tiers.

Quand on regarde dans le détail de notre collectivité, ce ne sont pas des situations marginales ou ciblées, ce sont des contrats cours, répétés, fragmentés, accroissement temporaire d'activités, remplacements, vacances de poste.

Autrement dit, on ne parle pas d'un outil de souplesse ponctuel, mais on parle d'un outil d'un mode de management et d'un mode de gestion structurel. Cela pose un problème majeur parce que derrière ces lignes budgétaires, il y a des agents qui vivent dans l'incertitude, des équipes instables, des services qui tournent en permanence avec du turnover. Et au final un service public qui est fragilisé.

Dans cette note que vous nous présentez aujourd'hui, on nous dit qu'il s'agit d'une mise en cohérence avec l'organigramme.

Ce coup-ci on ajoute 8 postes d'adjoint animation, 3 éducateurs de nos enfants, 3 moniteurs éducateurs. Très bien. Mais où est la vision globale ? Où est la stratégie pluriannuelle des effectifs ? Où est l'anticipation des besoins liés à la démographie, aux écoles ou au vieillissement ? Et cette précarité n'est pas neutre.

Elle se concentre précisément là où les besoins sont les plus sensibles :
- dans l'animation avec un recours massif aux contractuels,
- dans le médico-social avec une partie des effectifs qui repose sur des statuts précaires,
- et dans les services techniques avec une succession de contrat court.

Autrement dit, là où nous devrions sécuriser, fidéliser, professionnaliser, nous précarisons.

Enfin un dernier point, une faiblesse de certaines filières stratégiques, la filière culturelle et marginale, la filière sportive et très limitée, la filière médico-sociale reposent en partie sur des contractuels. Autrement dit, des secteurs essentiels pour la cohésion sociale et la qualité de vie sont fragilisés. Au fond, le tableau des effectifs révèle une chose, vous ne pilotez pas une politique de ressources humaines, vous gérez ça comme si c'était un stock.

Beaucoup d'agents, beaucoup d'engagements et je veux ici saluer leur travail exceptionnel, mais une organisation qui manque de lisibilité, de stabilité et de vision. Nous avons besoin d'un véritable plan de structuration des effectifs, d'une montée en qualification, d'un plan clair de résolution de la précarité et d'un pilotage stratégique des ressources humaines. Aujourd'hui, ce n'est pas ce que vous présentez.

MME LE MAIRE – Merci. Donc, monsieur DAMERVAL, ce n'est pas une délibération pour créer des CDD. C'est justement pour créer des emplois vacants. Et ensuite quand on recrute des personnes, elles ont la possibilité de rester chez nous et ensuite on les nomme en stage.

Vous savez quelle est la procédure pour les garder ? Nous avons des exemples ici qui seront stagiairisés l'année prochaine, qui sont là depuis je crois que c'est 5 ans. C'est la procédure administrative. Cette délibération ne concerne absolument pas ce que vous évoquez.

M. ROUSSET - Bonjour à tous.

Dire qu'on a aucune considération pour nos agents en tirant ça de cette libération ! D'abord, la délibération elle met en avant une chose c'est que quand nos agents réussissent les concours, donc il y a des avancements, nous les nommons.

Il y a beaucoup de villes lorsqu'un agent de catégorie B passe catégorie A, a passé un concours catégorie C, nous ne créons pas de poste. Nous, on le créé à chaque fois, on a ...

On peut parler normalement s'il vous plaît ! Arrêtez ! Quand madame le Maire parle vous ronchonnez en permanence. C'est bon ! Bah oui mais écoutez soit on s'écoute... c'est insupportable. Je ne me souviens pas que vous faisiez ça avec monsieur PRIVAT.

Alors, je disais simplement qu'en tout cas notre Ville a toujours eu à cœur de pousser nos agents, de les accompagner dans des progressions.

Et dans cette délibération, on ne peut que se réjouir parce que l'on nomme un agent qui a réussi et ça c'était important de le dire. On l'a fait pendant tout le précédent mandat. Je peux en témoigner.

Tirer aussi de cette délibération qu'il n'y a aucune considération pour les agents de la Ville ! Je trouve ça juste extraordinaire. On est sur une délibération qui nous est imposée par la loi. Tout le tableau d'effectifs à chaque passage, à chaque mouvement d'un tableau a des effectifs. On doit le passer en conseil municipal. Et ça n'a aucun rapport avec ce que vous dites. Ce n'est pas cette délibération dont on peut tirer le sort de toute la politique RH de la Ville ou même du budget.

Je ne vois pas en quoi le budget est impacté sur cette délibération, où on ne vous convient pas. J'ose espérer que vous allez voter pour, au moins pour les agents.

Approuvée à la majorité des suffrages exprimés
Pour : 37
Abstention : 2 (M. FOURNIER, Mme DI MAMBRO représentée par M. FOURNIER)
Contre : 0

DCM 26-04-046 Remboursement d'un trop-perçu suite à la révision du quotient familial

Mme le Maire donne la parole à M. ROUSSET

M. ROUSSET – On sera très rapide.

C'est une délibération suite à un changement familial. Le quotient a changé. Il y a un reversement à faire à une famille de 692.60 euros.

Approuvée à l'unanimité
Pour : 39
Abstention : 0
Contre : 0

DCM 26-04-047 Prêt de salles communales aux associations à titre gracieux

MME LE MAIRE – Ce sont des renouvellements de conventions de prêt.

Vous avez la liste des associations qui vous a été communiquée. Et on nous demande, bien sûr, toujours d'autoriser la liste en annexe à pouvoir disposer de ces espaces, prêts de salles à titre gracieux.

Approuvée à l'unanimité
Pour : 39
Abstention : 0
Contre : 0

DCM 26-04-048 Prêt de salle communale à titre gracieux à la Communauté d'Agglomération Val d'Yerres Val de Seine

MME LE MAIRE – Toujours la même chose mais là c'est parce que le conservatoire de danse intercommunal de Draveil bénéficie en général du foyer du Théâtre Donald Cardwell pour la pratique des cours de danse contemporaine. En raison de l'occupation des lieux pour des spectacles au mois de mai, les cours de danse ne pourront pas être pratiqués.

Le Conservatoire a formulé une demande de salle auprès de la Ville de Draveil à titre temporaire tous les mardis du mois de mai 2026 de 17h à 21h.

Il vous est demandé de bien vouloir accorder cette demande.

Approuvée à l'unanimité

Pour : 39
Abstention : 0
Contre : 0

DCM 26-04-049 Règlement relatif au régime des droits de places des marchés – Marché du quartier des Mazières

MME LE MAIRE – Alors on l'a déjà évoqué au précédent conseil municipal. Nous allons créer un marché au quartier des Mazières.

Ce marché a pour objectif de redynamiser bien sûr le quartier, les commerçants en offrant un marché alimentaire, un marché vestimentaire, cosmétique, ludique...

Nous avons obtenu, nous l'avions évoqué également lors du précédent conseil, l'accord de la Fédération Nationale des marchés de France qui a émis un avis favorable. Et donc il convient d'instaurer maintenant pour ce marché le règlement relatif aux droits de places.

Il vous est demandé de voter pour son entrée en vigueur au 6 mai. J'en profite pour vous donner tous rendez-vous chaque mercredi après-midi, c'est entre la place et l'école et c'est de 15h30 à 19h. Et en hiver ce sera raccourci à 18h.

Approuvée à la majorité des suffrages exprimés
Pour : 37
Abstention : 2 (M. FOURNIER, Mme DI MAMBRO représentée par M. FOURNIER)
Contre : 0

DCM 26-04-050 Convention de partenariat pour la mise en place de « Repair Cafés »

MME LE MAIRE – Toujours pareil, on avait à cœur de pouvoir installer, comme dans d'autres communes, des « Repair Cafés » qui sont vraiment des événements attendus par les habitants.

On apprend à réparer soi-même. Mais on est accompagné par des professionnels. Et nous allons donc proposer cette animation régulièrement dans la maison du patrimoine à droite dans la petite salle qui est accueillante et qui pourra recevoir le public et les professionnels qui viendront nous aider à réparer nos objets. Et puis, en extérieur les vélos, une tente attenante avec la possibilité de réparer ces vélos.

Le prêt de salle est proposé, bien sûr, à titre gratuit. Il doit faire l'objet d'un vote.

Le Repair Cafés, je pense, aura un grand succès. En tout cas, nous sommes très heureux de pouvoir l'accueillir et ce sera une fois par mois.

Je propose donc cette mesure au vote.

Approuvée à l'unanimité
Pour : 39
Abstention : 0
Contre : 0

DCM 26-04-051 TDC : Prêt de salle à titre gracieux aux associations des salles communales du Théâtre et du Café Cultures

MME LE MAIRE – Nous avions, lors des précédentes délibérations accordé le prêt de salles une fois par trimestre aux associations qui le demandent. Vous avez la liste des associations qui ont sollicité cela pour le théâtre Donald Cardwell et le Café Cultures.

Je vous demande d'approuver cette délibération.

Approuvée à l'unanimité
Pour : 39
Abstention : 0

Contre : 0

DCM 26-04-052 TDC : Licence d'entrepreneur de spectacles vivants 1ère, 2ème et 3ème catégorie

MME LE MAIRE – Pour exploiter la possession de la licence, elle est obligatoire dès lors que le nombre de spectacles diffusés est supérieur à 7 par an.

Il y a trois catégories :
- catégorie 1 : les exploitants de lieu de spectacles,
- catégorie 2 : les producteurs de spectacles,
- et catégorie 3 : les diffuseurs de spectacles.

L'obtention de la licence est gratuite. Elle est délivrée pour une durée de 5 ans renouvelable par la DRAC. Le titulaire de la licence doit être expressément désigné par l'autorité compétente.

Et donc je propose qu'au regard de mes fonctions et de mon expérience auprès des structures culturelles, la licence d'entrepreneur de spectacle me soit conférée comme au précédent mandat puisque j'avais déjà la délégation Culture. C'est une prorogation. Je vous la propose au vote.

Approuvée à la majorité des suffrages exprimés
Pour : 37
Abstention : 2 (M. FOURNIER, Mme DI MAMBRO représentée par M. FOURNIER)
Contre : 0

DCM 26-04-053 EMAP : Remboursement au prorata, des cours non suivis pour maladie. Année scolaire 2025/2026

MME LE MAIRE - Nous avons madame S. et monsieur Z. qui n'ont pu suivre un certain nombre de cours compte tenu de leur maladie, sur présentation de certificat médical.

Je vous propose de rembourser ces deux personnes sur les sommes de 82,40 euros et 74,32 euros.

Approuvée à l'unanimité
Pour : 39
Abstention : 0
Contre : 0

DCM 26-04-054 SPORTS : Prêt de salles communales aux associations à titre gracieux

MME LE MAIRE – Vous avez tous reçu la liste qui confère l'accord d'accessibilité aux salles à titre gracieux de toute une liste d'associations qui en ont fait la demande.

Je propose directement le vote.

Approuvée à l'unanimité
Pour : 39
Abstention : 0
Contre : 0

DCM 26-04-055 Frais de représentation de Madame le Maire
Mme le Maire donne la parole à M. ROUSSET

M. ROUSSET – Comme c'est prévu dans le Code général des collectivités territoriales l'article L.2123-19, il y a cette possibilité de prévoir des frais de représentation. C'est au chapitre 65, l'article 6536.

Ces frais de représentation, ils sont définis dans le code général, la jurisprudence et la doctrine. Ce sont des dépenses qui sont engagées par madame le Maire, dans l'intérêt de la commune. C'est bien cité, il y a beaucoup d'exemples, cela peut-être des réceptions, des manifestations liées à des fonctions. Ça peut être

l'accueil aussi lors du jumelage. Et toute dépense qui fera l'objet d'un remboursement doit être justifiée pour être remboursée.

Ce qui vous est proposé, c'est de voter un budget de 10 000 euros pour les frais de représentation de madame le Maire.

Et pour répondre à la question qui avait été posée en commission, non ça ne prend pas en charge les frais de pressing.

MME LE MAIRE - Pas de cosmétique non plus, je vous rassure.

M. FOURNIER – Moi, je ne prendrai pas part au vote, je n'étais pas là pendant la dernière assemblée.

Et en fait, la question que j'ai à poser puisque je ne sais pas si c'est plus ou moins, c'est quel était le montant accordé à votre prédécesseur ?

Et donc c'est pour ça que je ne prendrai pas part au vote, je ne le savais pas avant.

MME LE MAIRE – 12 000 euros.

M. FOURNIER – Donc, il y a un effort qui est fait. Probablement insuffisant à mon goût mais il est fait quand même. Mais je ne prends pas part au vote dans tous les cas.

MME LE MAIRE - Les frais de représentation c'est pour recevoir aussi les Préfets, pour recevoir les personnalités qui viennent nous voir. Ce n'est pas pour mes effets personnels.

MME BLOSER – Oui, donc vous avez décidé madame la Maire de vous allouer de telles frais. Admettons. Mais 10 000 euros madame la Maire, soit près d'un RSA par mois.

Frais de représentation ! Bon, on peut aussi prendre pour célébrer des mariages, pour une tenue. Une fois par an, je pense que ça devrait suffire. On se mari rarement deux fois dans l'année. On reçoit même une personnalité rarement deux fois dans la même année.

Aller, admettons 500 euros, vous devriez pouvoir vous en sortir, chaussures compris. Il est vrai que n'ayant plus de chausseurs à Draveil, il vous faudra vous déplacer. Alors on ne prend pas en charge des frais de pressing. Je l'avais prévu, puisqu'il semblerait que ça avait déjà été d'usage.

Si vous changez de tenue tous les ans, nous vous suggérons déjà de donner cette tenue à la friperie puisque cet achat ne doit pas vous profitez à titre personnel.

Réception pour des invités qui viendraient dans l'intérêt de la commune. Le Président du Département pour la piscine à vague, c'est déjà fait, c'est voté, donc plus nécessaire. La Présidente de la Région, c'est déjà fait pendant la campagne. Donc elle ne devrait pas revenir. Peut-être pour les transports, on ne sait jamais.

Bon, admettons que vous invitiez au restaurant dans l'intérêt de la commune, dans un restaurant draveillois, ce qui est une évidence pour favoriser les commerçants locaux, on mange très très bien pour 50 euros. Pour un traiteur, nous avons d'excellents commerçants, pas la peine d'aller en chercher à Vigneux. Et enfin, plus de poissonnier, ça je vous l'accorde, ça ne va plus être possible.

Mais bon, allez admettons 1 000 euros par an et nous sommes généreux, pour frais annexe. Bon, parfois vous pouvez inviter quelqu'un sur un Escape Game ou boire un verre dans la future brasserie. Admettons.

Vu vos indemnités cumulées, je pense que vous pouvez vous en sortir avec 2 500 euros par an et si nécessaire on pourra organiser un troc fringues entre élus.

MME LE MAIRE - Madame Anne BLOSER, quand même ! Franchement ! Moi, je vous connais depuis toujours. Vos propos sont limite diffamatoires. Voilà. 10 000 euros, c'est un plafond.

Anne, franchement ça ne va pas se passer comme ça pendant 7 ans. C'est sexiste. Je paye mes affaires moi-même. J'achète tout sur Vinted d'ailleurs, si ça t'intéresse. Les trocs fringues, on en a partagé ensemble.

Donc tu sais que je suis très raisonnable et très sérieuse. Et qu'en aucun cas ma vie privée ne dépend des frais de la Ville. C'est injurieux de dire cela. Je ne te laisserai pas dire cela. Ce n'est pas possible de l'entendre.

C'est un plafond. C'est fait dans toutes les Villes. On n'est pas à Paris. Ici on est à Draveil et donc il y a des frais qui sont éventuellement inscrits, jamais atteint, jamais atteint. Peut-être dans les précédentes mandatures, cela ne me concerne pas. Mais en tout cas, effectivement, c'est un plafond, c'est une sécurité. C'est inscrit comme cela. Et en tout cas, en aucun cas pour mes effets personnels. Je mange peu. J'ai perdu quelques kilos donc ne t'inquiète pas je ne coûterais pas cher à la collectivité. Et en tout cas tout ce que je paye c'est sur mes deniers personnels. Voilà.

Et si on a des gens à inviter, je n'inviterai pas un sondage à répondre si j'ai la capacité de le faire ou pas. Les personnes que j'aurais à inviter, je les inviterai. C'est dans le bien de la ville, ce sera fait. Madame Pécresse pourra revenir même si elle est déjà venue. Monsieur Durovray aussi. Et tout autre personne. C'est injurieux. Franchement. C'est la deuxième fois. Il y a deux semaines, c'était très choquant cette entrée en la matière. Et là c'est vraiment très limite aussi.

On va passer au vote. Mais franchement Anne, tu m'avais habituée à autre chose.

MME DESBOIS-BOUBY - Excusez-moi, je voudrais juste avoir une petite information sur ces frais. Est-ce qu'ils sont liés au repas qui sont fournis au château de Villiers où là aussi vous recevez des personnes ? Ou est-ce que c'est un budget totalement indépendant ? Et que, en plus il y a des frais de bouche qui sont considérés, qui sont facturés au château parce qu'on sait qu'il y a des déjeuners le midi, de travail, à cet endroit-là.

MME LE MAIRE - Les frais de représentation sont des frais de représentation. Et le déjeuner de midi, je donne de l'argent, moi, pour acheter si on mange. Et en ce moment, on n'a pas le temps de manger parce que j'ai un autre rythme que précédemment. Donc, tout a changé de ce côté-là aussi, madame DESBOIS-BOUBY. Je peux vous le préciser, les frais de représentation sont une ligne à part. Les frais, ce que l'on appelait « chez Messa », la dame qui prépare des repas si l'on doit déjeuner sur place, ça a changé. C'est maintenant sur les deniers qui me sont attribués personnellement.

M. FOURNIER, Mme DI MAMBRO représentée par M. FOURNIER ne prennent pas part au vote.
Approuvée à la majorité des suffrages exprimés
Pour : 26
Abstention : 3 (Mme VIC, Mme TILLY, M. BATTESTI représenté par Mme TILLY)
Contre : 8 (M. DAMERVAL, Mme BLOSER, M. ALGRE, Mme BELLAY, M. MAHEO Mme GARAH, Mme DESBOIS-BOUBY, M. GUIN représenté par Mme DESBOIS-BOUBY)

DCM 26-04-056 Adoption du Règlement Budgétaire et Financier
Mme le Maire donne la parole à M. ROUSSET

M. ROUSSET – On est toujours avec le Code général des collectivités territoriales article L.1612-30 qui prévoit un règlement budgétaire et financier (RBF) à l'occasion du vote de la première délibération budgétaire, suivant son renouvellement, suite à la nomenclature M57.

C'est un document qui est important parce qu'il pose les règles. Il est là pour assurer une sécurité juridique, notamment dans le cas d'une exécution encadrée.

Les points qui sont repris dans ce règlement, c'est le cadre budgétaire, l'exécution budgétaire, la gestion pluriannuelle, les provisions, l'actif et le passif.

Ça a pour objet notamment, objet de faciliter le pilotage et la fiabilisation des engagements, de suivre, de bien maîtriser les dépenses et aussi d'avoir une véritable gouvernance de l'emprunt.
Voilà. Donc, on vous soumet au vote ce règlement.

Approuvée à la majorité des suffrages exprimés
Pour : 37
Abstention : 2 (M. FOURNIER, Mme DI MAMBRO représentée par M. FOURNIER)
Contre : 0

DCM 26-04-057 Election du Président de séance lors de l'examen du CFU

Mme le Maire donne la parole à M. ROUSSET

MME LE MAIRE - Conformément à l'article L. 2121-14 du Code général des collectivités territoriales, dans les séances où le conseil administratif ou compte financier unique du maire est débattu, le conseil municipal élit son président. Dans ce cas, le maire peut, même s'il n'est plus en fonction, assister à la discussion ; mais il doit se retirer au moment du vote.

Il est demandé au Conseil Municipal de procéder à l'élection du président de séance pour l'examen du compte financier unique de l'année 2025.

Je propose donc M. ROUSSET.

M. DAMERVAL, Mme BLOSER, M. ALGRE, Mme BELLAY, M. MAHEO, Mme GARAH ne prennent pas part au vote
Approuvée à l'unanimité
Pour : 33
Abstention : 0
Contre : 0

DCM 26-04-058 Compte Financier Unique 2025 – BP

M. ROUSSET prend la présidence

M. ROUSSET - Le préalable avant le vote du budget, c'est le Compte Financier Unique (CFU). C'est un document vraiment de référence parce que ça va retracer l'exécution du budget de la commune.

On est bien sur l'exécution du budget de la commune sur l'année 2025.

Précédemment on avait un compte administratif, un compte de gestion et les deux devaient être ensemble et avec le TPG. Désormais, depuis qu'on est passé à la nouvelle nomenclature, on a ce compte financier unique. Donc, qui est arrêté en termes d'exécution par le Trésorier Payeur Général et la Ville de Draveil. C'est à dire qu'on est d'accord sur les chiffres qui sont inscrits.

L'exercice 2025, je ne vais pas refaire le DOB, on est toujours dans des contraintes très très fortes. Ce CFU en tout cas, il fait apparaître quoi ?

En fonctionnement.
On a un excédent de 2 129 677 euros qui vont résulter de 38 825 812 euros de recettes réalisées pour 36 696 135 euros de dépenses. Tout de suite, on voit très bien que nous avons plus de recettes que de dépenses. C'est à dire que la ville non seulement... tout à l'heure, c'est ce que je disais, je tiens encore à remercier les services de la ville. D'ailleurs, je ne l'ai pas encore fait pour tout le travail qu'ils font au niveau financier, au niveau suivi notamment sous l'impulsion de la directrice générale des services où ce budget 2025 a été suivi de près et d'ailleurs là on en témoigne. Pourquoi on en témoigne ? Parce que ça a été suivi et on voit l'excédent qu'on développe. Je vais y revenir après.

Sur ce CFU en général. Pareil.
En investissement, on est sur 9 630 849 euros de dépenses, réalisées et restera les restes à réaliser qui montre qu'il y a une véritable, en tout cas dans la ville, dans la continuité des investissements, une véritable continuité dans nos projets. On les poursuit et vous le constatez qu'on a 2 927 654 euros en dépenses engagées non mandatées. Et 3 413 530 euros en recettes à percevoir.
On est toujours sur les notions de RAR comme on peut le voir.

Si on reprend ce budget.
Ce qu'on en retire sur la partie fonctionnement c'est qu'on a un résultat de fonctionnement excédentaire de 2 129 677 euros.

Alors quand on nous dit que les finances ne sont pas saines ! Bah, écoutez, on a cet excédent quand on reprend le chapitre 11 sur les charges à caractère général, on est à 7 990 000 euros.
Ça a été maîtrisé sur toutes nos dépenses et encore bravo.

Les charges de personnel 23 500 000 euros qui est le plus gros poste mais sur lequel, comme nous l'avons dit, nous le maîtrisons mais surtout nous accompagnons nos agents.

Si je prends le chapitre 66, les charges financières.
Ben voilà 468 245 euros. Il faut dire que nous avons peu de recours à l'emprunt.

Et si on part sur la section d'investissement, donc on a eu un total de dépenses de 9 630 849 euros. Ce qui montre, et je le redis, j'ai dit l'ambition de la Ville en termes d'investissement, le maintien de l'investissement. Et, tout en maintenant ce maintien de l'investissement, la maîtrise de nos emprunts. Comme vous avez pu le voir, nos emprunts, le total en cours est de 22 970 000 euros. Ce qui représente 771 euros par habitant de dettes. Si on reprend aussi dans la section investissement.

Alors, on a vu les dépenses. Les recettes on est à 10 566 209 euros avec moins de dépenses là encore. Et les principaux postes qu'il faut relever c'est le chapitre 10 FCTVA, le chapitre 16 qui était sur l'emprunt que nous avons fait et le chapitre 13 sur les subventions d'investissement.

Là c'est un arrêté des comptes 2025 donc qui n'est pas contestable sur les montants. Ça a été validé par le TPG et par la Ville de Draveil. C'est ce qui est soumis au vote ce soir.

MME BELLAY – Bonsoir.
Le compte financier unique qui nous est présenté ce soir appelle, au-delà des chiffres, une lecture politique et surtout une lecture sincère de la situation financière de notre commune. Car ce que nous examinons ce n'est pas seulement un résultat, c'est la traduction d'une année budgétaire particulièrement chaotique.

Un résultat global excédentaire d'environ 1,4 millions d'euros tiré par un excédent de fonctionnement de plus de 2,1 millions d'euros.
A première vue, tout va bien. Très bien madame la Maire. Tout va très bien, tout va très bien.

Pourtant il faut que l'on vous dise, on déplore de tout petits riens. Car cette lecture est trompeuse. D'abord parce que cet excédent masque une réalité beaucoup plus fragile.
La section d'investissement est structurellement déficitaire à près de moins 730 000 euros après le reste à réaliser. Autrement dit, nous ne financerons pas durablement nos investissements.

Ensuite parce que ce CFU ne dit pas l'essentiel. Il ne dit pas l'histoire budgétaire de l'année 2025.
Il ne dit pas que le budget primitif n'était pas en équilibre réel au point que la Préfète a dû saisir la Chambre Régionale des Comptes. Il ne dit pas que la CRC a imposé à la Commune de revoir sa copie et de revoter un budget. Il ne dit pas non plus qu'en fin d'année, nous avons dû voter en urgence une décision modificative pour pouvoir payer les salaires de décembre.

Cela n'est pas un aléa, c'est un signal d'alerte majeur sur le pilotage budgétaire de la collectivité, un budget qui ne tient pas sans correction majeure en cours d'année. Un budget qui ne doit pas être repris par la CRC. Un budget qui nécessite de l'aide justement pour payer des agents, ce n'est pas un budget maîtrisé, c'est un budget fragilisé.

Enfin, ce CFU ne dit pas comment cet équilibre apparent a été obtenu. Il ne dit pas que l'équilibre a reposé pour partie sur des sessions patrimoniales et sur trois hausses des bases et des taux sur 3 ans.

Autrement dit, nous avons vendu du patrimoine pour boucler l'équation budgétaire et nous avons augmenté les impôts. C'est une stratégie connue. Quand les recettes structurelles ne suffisent plus, on augmente les impôts et on vend. Mais vendre n'est pas une politique financière, c'est une solution ponctuelle qui affaiblit le patrimoine communal et reporte les difficultés.

Au fond, ce CFU pose une question simple : avons-nous une trajectoire financière soutenable ?
Les indicateurs eux-mêmes appellent à la prudence. Une épargne brut faible autour de 5,46 % et surtout une épargne nette négative.

Cela signifie très concrètement que la Commune ne dégage pas suffisamment de ressources pour rembourser sa dette et financer ses investissements. Nous sommes donc face à un paradoxe. Un résultat comptable positif mais une situation financière structurellement contrainte.

Madame la Maire, un budget, ce n'est pas seulement une photo à la fin de l'année, c'est une trajectoire, une sincérité, une capacité à anticiper. Or ce que révèle ce CFU ce n'est pas une gestion maîtrisée, c'est une gestion sous contrainte faite d'ajustements, de correction et de solutions ponctuelles.

Pour toutes ces raisons, nous ne pouvons pas nous satisfaire de la présentation qui nous est faite aujourd'hui. Nous avons besoin de vérité, de transparence et surtout d'une stratégie financière claire et soutenable pour les années à venir.

M. ROUSSET - On parlait de sincérité et de contraintes.
On l'a toujours remarqué, quand on fait de la pure politique, je dis bien de la politique, pas dans l'intérêt de la citer mais de la politique politicienne, on a tendance tout de suite à se masquer les yeux. Là, on est sur un CFU. On est bien d'accord. Se masquer les yeux.

Les contraintes ! On peut déjà dire que les contraintes, elles étaient les années précédentes aussi. Vous avez l'impression d'évoquer que c'était que sur 2025 qu'il y a eu des contraintes ? Non, 2024 aussi on a eu des contraintes et on avait aussi dégagé un excédent. Vous voyez ! On avait déjà travaillé à ça. Dégager un excédent.

Le budget ce qu'il montre, c'est deux choses :
1 : on maîtrise nos dépenses,
2 : nos investissements doivent être tempérés et surtout projetés dans l'avenir.
Et là on était en plein dedans.

Vous parlez du CFU qui est un arrêté comptable d'exécution comptable, en nous disant que l'avenir est sombre. C'est ça en fait ce que vous nous avez dit, qu'il y a aucune trajectoire de définie dans cette ville, en gros on va dans le mur. Heureusement que vous ne faites pas de l'économie parce que si on tire de ça d'un tel budget, d'un tel CFU, alors oui il faut progresser, il faut continuer. Les contraintes dans l'avenir, on va les avoir, on le sait très bien. Et si on a dû prendre des mesures qui ont déplus, ce que je peux comprendre c'était justement pour redresser, parce que face aux contraintes que vous avez oublié d'émettre, à chaque fois, on oublie quand même les contraintes.
Oui, les contraintes c'était quoi ? Les contraintes c'était les prix qui augmentent. Les contraintes on le redit quand même, on a eu des années où ça a été excessivement compliqué de par la guerre, de par l'inflation, de par le COVID.

Enfin, il ne faut pas croire qu'on traverse une année difficile et que l'année d'après c'est l'embellie, tout va bien, le soleil, les petites fleurs vont sortir et on est heureux. Ah non pas du tout. Ça fait des années qu'on bosse sur ce budget. Ça fait des années qu'on s'intéresse à la ville en se disant : on doit redresser la barre face au choc structurel que nous avons eu, conjoncturel surtout, que ce que nous avons, c'est des chocs que l'on va subir.

Alors, dire les contraintes c'est la CRC, et bien pour moi ça n'a pas été les contraintes parce qu'on a très bien travaillé avec le magistrat. On a vraiment travaillé ensemble et on a maintenu nos investissements. On a maintenu nos investissements ! Et oui, on les a maintenus parce qu'il fallait le faire et aujourd'hui on est à ce niveau-là.

Donc, bah écoutez, c'est votre lecture partisane mais qui n'est pas du tout la nôtre et nous verrons les années à venir.

MME LE MAIRE - Je me retire donc pour le vote.

MME DESBOIS-BOUBY – Non, s'il vous plaît. On ne va pas revenir x fois sur le budget 2025.
On est tous d'accord qu'il y avait un problème sur ce budget.

Visiblement on était parti au départ de moins 2 millions, on finirait à plus 2 millions. Donc, je ne sais pas ce qui s'est passé. On a trouvé 4 millions ! On aurait peut-être pu se passer de l'augmentation des impôts finalement puisque les draveillois, on les a imposés et il n'y avait pas besoin puisqu'on a réussi à récupérer l'équilibre voire même le doubler.

Donc, je pense que cette augmentation, les draveillois apprécieront. Pour le reste, vous savez ce que j'en

pense. Donc, je voterai contre ce CFU puisque je n'avais déjà pas voté le budget donc je ne vais pas voter le CFU. Merci.

M. FOURNIER – Moi, je vais juste expliquer pourquoi je vote contre. Je vote contre puisque j'étais contre les augmentations d'impôts. Voilà. Ni plus, ni moins.

M. ROUSSET – Et du coup, vous continuerez pour les années à venir sans augmentation d'impôts comme elles ont été votées une fois. Vous serez contre pour tous les futurs budgets sans augmentation d'impôt.

Nous allons demander à madame le Maire de sortir et on procèdera au vote que lorsque madame le Maire sera sortie.

Mme le Maire se retire pour le vote
Approuvée à la majorité des suffrages exprimés
Pour : 25
Abstention : 0
Contre : 13 (M. DAMERVAL, Mme BLOSER, M. ALGRE, Mme BELLAY, M. MAHEO, Mme GARAH, Mme DESBOIS-BOUBY, M. GUIN, Mme VIC, M. BATTESTI, Mme TILLY, M. FOURNIER, Mme DI MAMBRO)

DCM 26-04-059 Compte Financier Unique 2025 – ZAC Centre-Ville

Mme le Maire donne la parole à M. ROUSSET

M. ROUSSET – Voilà, on est sur le Compte Financier Unique mais qui concerne la ZAC.

Alors, comme j'avais dit l'année dernière, pour moi c'était la dernière fois que je présentais le budget, j'en suis bien content, je ne présenterai plus le budget de la ZAC. Là, la ZAC a été clôturée.

Maintenant, ça a été clôturé alors c'est plutôt une opération qui se fait avec le Trésorier Payeur Général. Ça a été clos mais maintenant pour que tout soit définitif, il faut adopter ce Compte Financier Unique qui concerne la ZAC et qui a été arrêté avec le TPG.

Ce Compte Financier Unique laisse apparaitre des dépenses réalisées à hauteur de 776.90 euros sur l'année 2025. Les recettes réalisées 10 562.51 euros. Ce qui laisse un résultat de fonctionnement positif de 9 785.61 euros.

M. DAMERVAL - Puisque c'est la dernière fois qu'on va parler de la ZAC, peut-être peut-on évoquer quand même la problématique où il y a encore aujourd'hui un fort taux de vacances sur la ZAC. Et avez-vous une stratégie pour répondre à la question du fort taux de vacances sur la ZAC puisqu'on le voit bien que c'est un vrai problème en matière d'attractivité pour tous les commerces qui sont dans la même ZAC ? Et c'est une question qui est récurrente à chaque fois que vous nous présentez le budget de la ZAC.

On a toujours dit que c'était votre bébé cette ZAC avec tous les problèmes que ça engage derrière puisqu'aujourd'hui on a une société qui gère les locaux commerciaux avec une problématique qui sont des loyers beaucoup trop chers pour qu'ils puissent y avoir des commerces qui veuillent s'installer dedans et avoir une rentabilité sur ces commerces.

On voit bien aujourd'hui l'opérateur que vous aviez choisi est en train de vendre à la découpe la ZAC en elle-même. Donc aujourd'hui, quelle solution comptez-vous apporter pour le développement de cette ZAC ?

M. ROUSSET - C'est dommage pour vous. C'est vrai que vous posez toujours la même question.
À chaque fois on vous répond. Donc, je pensais que vous aviez mémorisé ce qu'avait dit madame le Maire qui est en charge plus particulièrement de ce dossier.

Là on est sur une délibération purement financière. Donc moi je vais rester sur le financier que je vous présente sachant que pour la ZAC, nous n'avons pas les mêmes inquiétudes que vous. Il va encore y avoir des ouvertures mais je laisserai le moment venu ou à un prochain conseil municipal, madame le Maire s'exprimer.

Mme le Maire se retire pour le vote
Approuvée à la majorité des suffrages exprimés

Pour : 30
Abstention : 2 (M. FOURNIER, Mme DI MAMBRO représentée par M. FOURNIER)
Contre : 6 (M. DAMERVAL, Mme BLOSER, M. ALGRE, Mme BELLAY, M. MAHEO, Mme GARAH)

M. ROUSSET - On peut demander à madame le Maire de revenir. Merci.

DCM 26-04-060 Affectation du résultat 2025 – BP

Mme le Maire donne la parole à M. ROUSSET

M. ROUSSET – Et bien là c'est une obligation réglementaire. On a présenté le Compte Financier Unique qui fait apparaître pour le budget principal de la ville les résultats suivants :

- section de fonctionnement : un excédent de 2 129 677.03 euros,
- section d'investissement : un solde d'exécution de -1 216 338.98 euros.

La loi nous impose de faire des affectations de résultats. Donc, il est proposé au titre de cette délibération d'affecter une partie de l'excédent de fonctionnement à hauteur d'une partie du besoin de financement dans la section d'investissement soit 730 461,77 euros qui sera affecté au compte 1068.

Mais aussi d'affecter le reste de l'excédent de fonctionnement pour un montant de 1 399 215.26 en report sur la section de fonctionnement et c'est le compte traditionnel 002.

Et du coup, d'affecter le résultat d'investissement chapitre 001, résultat d'investissement à hauteur de 1 216 338.98 euros.

Approuvée à la majorité des suffrages exprimés
Pour : 26
Abstention : 5 (Mme DESBOIS-BOUBY, M. GUIN représenté par Mme DESBOIS-BOUBY, Mme VIC, Mme TILLY, M. BATTESTI représenté par Mme TILLY)
Contre : 8 (M. DAMERVAL, Mme BLOSER, M. ALGRE, Mme BELLAY, M. MAHEO Mme GARAH, M. FOURNIER, Mme DI MAMBRO représentée par M. FOURNIER)

DCM 26-04-061 Vote des taux des taxes de ménage 2026

Mme le Maire donne la parole à M. ROUSSET

M. ROUSSET – Comme c'était l'engagement de ne pas augmenter les impôts, nous vous présentons cette délibération qui maintient les taux tels qu'ils avaient été définis.

Il est proposé de maintenir le taux d'imposition locale, le foncier bâti, le foncier non bâti et la taxe d'habitation pour 2026 à hauteur des taux qui sont indiqués :

- 38,68% pour le foncier bâti,
- pour le foncier non bâti à 48,21%,
- et pour la taxe d'habitation à 19,19%

Approuvée à la majorité des suffrages exprimés
Pour : 26
Abstention : 11 (M. DAMERVAL, Mme BLOSER, M. ALGRE, Mme BELLAY, M. MAHEO, Mme GARAH, Mme DESBOIS-BOUBY, M. GUIN représenté par Mme DESBOIS-BOUBY, Mme VIC, Mme TILLY, M. BATTESTI représenté par Mme TILLY)
Contre : 2 (M. FOURNIER, Mme DI MAMBRO représentée par M. FOURNIER)

DCM 26-04-062 Budget Primitif 2026 – BP

MME LE MAIRE - Alors le budget primitif que nous vous présenterons ce soir, ce n'est pas un simple document comptable, c'est un acte politique majeur.

C'est la traduction concrète de la vision que nous allons porter sur la ville de Draveil, de nos engagements, de nos priorités et surtout de notre sens des responsabilités.

Un budget ce sont des chiffres. Et derrière chaque chiffre, il y a une décision. Derrière chaque ligne, il y a un

choix réfléchi. Derrière chaque euro engagé, il y a une volonté, celle de servir les draveilloises et les draveillois.

Nous avons construit ce budget avec sérieux, avec méthode, avec lucidité en concertation avec les élus de secteur et l'ensemble des services municipaux concernés. Nous l'avons élaboré en tenant compte des capacités réelles de notre commune dans un contexte national, exigeant pour les collectivités avec l'inflation persistante, la hausse des coûts énergétiques, les tensions sur les charges de personnel et les incertitudes économiques.

Alors, nous avons choisi une voix, celle de la rigueur utile, de l'action concrète et de la stabilité fiscale.

Alors oui, ce budget permet de maintenir la fiscalité communale sans hausse des taux. C'est un engagement fort. Nous nous y étions engagés parce que nous savons que les familles, les retraités, les actifs, les commerçants, les propriétaires comme les locataires subissent déjà suffisamment de pression sur leur pouvoir d'achat.

Donc cette maîtrise fiscale, nous entendons la respecter jusqu'au terme de notre mandat comme je m'y suis engagée avec mon équipe vis-à-vis des draveillois. Mais maintenir la fiscalité ne signifie pas renoncer. Bien au contraire, ce budget de plus de 50 millions d'euros traduit notre volonté d'agir partout, pour tous, sans opposer les générations, sans opposer les quartiers et sans opposer les besoins.

La maîtrise de la fiscalité nécessite de rester vigilant sur la section de fonctionnement. Nous l'avons vu tout à l'heure tout en restant réaliste.

Les recettes de fonctionnement ont été inscrites de manière prudentielle.

Les dotations de l'État restent étals et les tarifs de prestation municipale, les taux de fiscalité, la taxe foncière seront maintenus. Et nous restons également prudents sur les droits de mutation DMTO, compte tenu des incertitudes sur le marché de l'immobilier.

Nous devons donc rester inflexible sur le contrôle des dépenses de fonctionnement. C'est ce que nous faisons au quotidien avec les services et je tiens à saluer ici notre DGS, madame Claire MALBERNARD et tous les agents de la Commune qui sont mobilisés pour rendre le meilleur service au draveillois tout en respectant cette dimension économique et ses contraintes.

Pour autant, nous devons rester réaliste. Nous avons par exemple tenu compte de la situation internationale dans l'estimation des dépenses d'énergie ou dans des décisions gouvernementales concernant notamment la hausse importante des cotisations retraite de tous les agents.

Au final, nous dégagerons suffisamment d'épargne de fonctionnement pour respecter les ratios réglementaires de bonne gestion publique.

Alors je voulais faire une petite note pédagogique, n'y voyez aucune ironie, mais en fait effectivement je voulais apporter une précision importante afin que chacun puisse lire ce budget avec clarté et sincérité et puis peut-être enfin bien le comprendre parce que lorsque vous voyez apparaître la somme de 15 409 481.81 euros en section d'investissement, vous l'avez interprété, vous avez interprété ce chiffre comme 15 millions d'euros de nouveaux travaux lancés en 2026. Ce montant global additionne plusieurs éléments comptables obligatoires.

Vous avez éventuellement parlé de ces 15 millions. Donc, je me suis dit d'où sort cette idée ? Alors, je me suis dit que c'était peut-être ça, j'ai trouvé 15 millions. Effectivement, je me suis dit que vous aviez additionné plusieurs choses donc le montant global des 15 millions. Du coup, je l'explique pour tous ceux que cela intéresse, j'apporte plusieurs éléments comptables obligatoires.

Alors vous avez donc les 7 453 388 euros qui sont les nouveaux projets. Cela correspond réellement à l'effort nouveaux investissements.

Vous avez le reste à réaliser, les opérations déjà engagées des années précédentes votées antérieurement, parfois commencées mais dont les paiements se poursuivent en 2026. Donc, ce ne sont pas de nouveaux projets 2026 mais la continuité des dossiers lancés.

Ensuite, on a le remboursement du capital de la dette inscrit en investissement selon les règles budgétaires, les écritures patrimoniales et reports comptables qui relèvent de la mécanique budgétaire et non de nouveaux chantiers.

On pourra remarquer que nous avons un reste à réaliser en dépenses de 2 927 000 euros et je vous laisse les virgules, à réaliser en dépenses. Et en recettes, nous avons plus puisque nous avons 3 413 531 à attendre.

En résumé, et j'étais partie sur cette histoire, mais alors si ce n'est pas ça, du coup je ne comprends plus rien sur ce que vous avez pu comprendre sur notre projet. Le chiffre de 15,4 millions d'euros, c'est donc le volume budgétaire total de la section d'investissement et non le montant de nouveau travaux annuels.

L'effort réel soutenu par la municipalité pour 2026 se situe bien à 7,45 millions d'euros, ce qui correspond à la trajectoire que nous assumons. Ces travaux et études, environ 7,5 millions d'euros d'investissements utiles par an, soit un niveau soutenable pour les finances communales.

Et maintenant, je vais donc passer la parole à Monsieur ROUSSET pour le détail de la note explicative.

M. ROUSSET - Merci madame le Maire, je vais tout vous détailler. Par contre, on va prendre les principaux postes.

Au terme de la section de fonctionnement, le total des dépenses et recettes est de 39 982 731.6 euros.

Il se réparti comme d'habitude.

En termes de dépenses :
Nous avions vu lors du débat d'orientation budgétaire, sur principalement deux gros chapitres :

- le chapitre 11 qui est les charges à caractère général pour un montant de 9 046 742 euros. Dans ce chapitre 11 on met tout ce qui est les frais, tout ce qui est l'électricité, les charges différentes que nous pouvons avoir,
- et le chapitre 12 ensuite sur les charges de personnel.

Si je reviens sur le chapitre 11, sur les dépenses de fonctionnement, nous avons mis ce montant-là. Si on prend le BP 2025 on était à 8 164 999 euros. Et si on prend le réaliser c'était à 7 990 000 euros. Donc on voit que nous avons fait une hausse de 4,3% de BP à BP. Ce qui nous permet - c'était le discours que nous avions eu la dernière fois - de se préparer aussi parce que les contraintes nous les avons en permanence. Les contraintes, on le voit bien en ce moment avec la guerre qu'il y a avec l'Iran, les contraintes aussi bien sur le pétrole que sur le gaz et autres, et donc nous avons inscrit cette somme sur le budget.

Sur le chapitre 12, nous étions aussi à 23 683 028 euros sur le BP 2025. On prévoit aussi une hausse de 4%. Oui parce que, alors il y a tout ce qui est obligatoire mais on souhaite aussi être proche de nos agents et on continu aussi. On a recruté, je tiens à le rappeler quand même, pour le service périscolaire et je sais que les capacités d'accueil vont encore augmenter donc ça en fait partie.

Sur le chapitre 65 qui est à hauteur de 2 576 598 euros, dedans, nous avons les subventions aux associations. Nous avons la subvention au CCAS qui est de 940 000 euros et qui est maintenue à l'identique, plus les indemnités, plus plusieurs postes. Mais comme vous pouvez le voir sur ce chapitre 65, il est légèrement diminué.

Les charges financières ça augmente très légèrement, c'est le chapitre 66.

Les recettes de fonctionnement : on avait évoqué la dernière fois sur nos recettes de fonctionnement, il y a deux sources : il y a le chapitre 70 et après le chapitre 73 décliné en 731 et suivant.

Donc le chapitre 70, c'est les produits et services des draveillois. Notamment c'est tout ce qui est service à la population, petite enfance, périscolaire, restauration scolaire, activités culturelles et sportives à hauteur de 3 540 438 euros.

Et ensuite, sur le chapitre fiscalité qui est le plus gros poste, le chapitre 731, nous sommes à hauteur de 23 892 330 euros. Et nous venons d'adopter la délibération qui maintient les taux à l'identique.

Et ensuite, on a le chapitre 74 qui est le chapitre des subventions et participations. Dedans, nous avons toutes les dotations qui sont prévues. Vous avez la dotation forfaitaire des communes pour 3 950 000 euros, on a la DSU des communes pour 1 185 880 euros, la DNP pour 934 000 euros et ainsi de suite. Donc, comme vous pouvez le voir sur ce chapitre qui est important on l'a baissé sachant que dans les années à venir en tout cas, on peut penser que l'État continuera à baisser les dotations comme il le fait depuis très longtemps.

Le fonctionnement, ça veut dire que c'est le quotidien des draveillois et des services.

Et à côté, nous avons la section d'investissement avec comme d'habitude, comme l'a dit madame le Maire pour 2026, on inscrit des nouvelles inscriptions au budget 2026 pour un montant de 7 453 388.44 euros. Très clairement ça traduit notre volonté de maintenir un haut niveau d'investissement public tout en maîtrisant et en étant mesuré. On insiste beaucoup et beaucoup de rattrapages ont eu lieu lors de la précédente mandature. Là l'engagement était clair. Chaque année, nous partons sur cet investissement avec à chaque fois, vous avez les différents gros chapitres qui sont concernés dont le chapitre 21 avec 6 751 238 euros, l'emprunt de 2 175 500 euros. Pour un total inscrit en dépenses de 15 409 480.81 euros.

Et au titre des recettes, comme je vous le disais il y avait les recettes d'investissement donc les dotations et fonds divers pour 2 380 461.77 euros.

Il y a les subventions reçues. Comme on disait tout à l'heure, il y a aussi les RAR sur les recettes qui existent aussi. Et l'emprunt et dettes assimilées 3 500 000 euros pour arriver bien entendu à l'équilibre.

Comme vous le voyez, ce budget s'inscrit vraiment dans une continuité de maîtrise des finances publiques. J'insiste beaucoup dessus. L'engagement fort, comme la redit madame le Maire de ne pas augmenter les impôts mais on a des charges qui augmentent donc il faut aussi maîtriser la dépense et le premier poste que nous devons faire tout en maintenant la qualité du service public.

En termes d'investissements vous avez le tableau qui est annexé pour l'année 2026 parce que c'est le budget 2026, on ne va pas au-delà. Je fais juste un petit rappel sur le réseau vélo, schéma intercommunal, il y en a pour 1 050 000 euros, rue des Creuses, place d'Armes, à bord de l'école de Mainville 600 000 euros. Sur les équipements culturels, le cinéma qui avance c'est sur les études 200 000 euros. L'école municipale d'arts plastiques qui est aussi un sujet très important, madame le Maire l'a détaillé lors du débat d'orientation budgétaire avec une véritable ambition. Il y a les études 30 000 euros et aussi la modernisation du théâtre, l'éclairage et sonorisation pour 60 000 euros.

Pour l'année 2026, comme nous l'avions fait précédemment, une grosse priorité aussi sur l'école et l'enfance. Il y a des aménagements, des sécurisations de plusieurs abords dont l'école Pierre et Marie Curie, réhabilitation de la cour d'école maternelle de Saint-Exupéry. Après avoir refait l'école, avoir agrandi et créé l'APS, avoir eu un très très gros projet sur l'école Saint-Exupéry, il faut finaliser en réhabilitant la cour de l'école. Donc, réhabiliter ça veut dire retirer le goudron et en lien avec les enseignants c'est revoir comment on peut aménager cette cour. Je sais que ça a déjà été fait avec les services techniques et la direction de l'école parce que ça se fait en lien avec l'école et l'élu en charge bien sûr de ça.

On continue aussi dans l'école Pierre Brossolette, végétalisation et sécurisation des abords pour 270 000 euros. Un autre point qui est très attendu par les enseignants, ce sera le système PPMS. Avoir un système PPMS donc sécurité qui soit identique dans toutes les écoles. C'est inscrit sur le budget de cette année.

La restauration scolaire aussi, c'est un gros point 100 000 euros. Pourquoi ? Il faut moderniser le matériel c'est indispensable. Oui on pense à nos agents aussi parce que c'est compliqué avec tous les changements notamment la loi EGalim où nous étions déjà en avant sur l'application mais là il a fallu changer les plats qui sont lourds et c'est assez compliqué aussi pour nos agents. Donc on doit revoir tout le matériel qui concerne la restauration scolaire.

Il y a le groupe Champrosay, comme on c'était engagé, on va lancer les premières études thermiques. Et

puis ensuite les travaux de rénovation, gros entretien des bâtiments scolaires petite enfance et APS pour une enveloppe de 500 000 euros.

Les autres bâtiments publics ne sont pas oubliés. Il y a le projet aussi qui est important, la Maison de la parentalité et la ludothèque qui est aux Mazières. Donc là, c'est les études pour finalisation sur l'année d'après.

Et puis après, il y a tout le récurrent qu'il faut faire. On le sait comme chaque année. C'est rénovation de l'éclairage public. L'objectif c'est d'arriver à 100% de l'aide. On est à plus de 70% aujourd'hui donc on doit arriver à 100%. On sait que ça a obligatoirement un impact sur les frais de fonctionnement parce qu'on diminue la consommation.

On a la rénovation des bâtiments publics pour 560 000 euros.
La rénovation de la voirie 500 000 euros.
Il y a des aires de jeux qui ont été prévues, on l'avait vu dans le ROB, pour 200 000 euros.
Et la vidéo surveillance pour 400 000 euros.

Voilà le budget que nous présentons qui est conforme au projet qui a été présenté par notre liste, qui a été présenté par madame le Maire. Et je redonne la parole à Madame le Maire.

MME LE MAIRE - Je vous remercie monsieur ROUSSET. Y a-t-il des questions ?

MME DESBOIS -BOUBY - Merci. Ce ne sont pas vraiment des questions, mais c'est plutôt des observations notamment je note des arbitrages budgétaires surprenants.

Un petit peu inquiétant mais pour certains postes notamment l'achat de prestations. En 2025, on était à 1 636 000. En 2026, 1 920 000. Donc c'est une hausse de 17.5%. C'est une hausse massive d'environ 284 000 euros alors que vous dites vouloir maîtriser les coûts. Vous faites appel à des prestataires extérieurs. Vous externalisez alors que la masse salariale augmente elle aussi déjà de 4%. Vous payez donc deux fois, une fois pour les agents, une deuxième fois pour des prestations de service. Je trouve ça un petit peu bizarre.

Vous nous parlez aussi d'énergie de carburant nous disant que vous avez bien fait attention vu le contexte actuel de la guerre. Pourtant l'énergie baisse de 17,4%, elle passe de 1 000 000 à 826 000. Les carburants de 121 000 euros à 110 000 euros. Donc avec une baisse de 9%.

Donc, soit vous avez une baguette magique pour le prix du gaz et de l'essence, soit vous sous-estimez volontairement les dépenses pour présenter un budget artificiellement équilibré.

Il y a également des anomalies, assurances et cotisations.
On a la location immobilière qui passe de 205 000 euros en 2025 à 250 euros. On ne sait pas ce qui s'est passé. On a une assurance multirisque qui était de 176 000 euros qui passe à 2 000 euros.

Donc ces baisses sont difficilement explicables. Sauf si les contraints ont été déplacés dans un autre chapitre sans explication ou alors si la Ville n'est plus assurée.

Idem pour les cotisations assurance personnel on était à 68 000 euros en 2025 et là par contre on prend 232 %, on passe à 226 000 euros.

Alors j'aimerais bien une explication sur ces écritures comptables un petit peu fantaisistes comment on peut assurer des bâtiments d'une ville pour 2 000 euros. Et à l'inverse l'explosion des assurances du personnel donc plus 232%. Traduit-elle une explosion de l'absentéisme ou des recours que vous avez du personnel.

Les charges financières, pareil en 2025 on avait 959 000 et donc là on a une baisse de 18% 787 000. Vous affichez donc une baisse des charges financières mais vous contractez tout de même un nouvel emprunt de 3 500 000. Vous différez le remboursement pour ne pas plomber ce premier budget de mandat mais vous préparez un effet boomerang pour les années à venir.

L'artifice fiscal donc taux stable mais impôt en hausse. Vous vous félicitez effectivement de ne pas augmenter les taux communaux mais pourtant chaque habitant le verra sur sa feuille d'impôts, la facture augmente.

Pourquoi ? Parce que vous avez choisi d'encaisser passivement la revalorisation des bases fiscales liées à l'inflation. Vos recettes de fiscalité bondissent à près de 24 000 000 d'euros.

Vous auriez pu baisser légèrement vos taux pour compenser la hausse des bases puisque vous vous êtes engagé à aucune augmentation d'impôts, vous auriez plus faire ce choix de profiter de l'inflation, enfin de ne pas profiter de l'inflation pour remplir les caisses de la ville et donc de ménager un petit peu les ménages.

Pour le décret tertiaire, alors là, je pense que vous n'avez toujours pas réalisé qu'il nous impose de réduire nos consommations de 40% d'ici 2030 pourtant ce n'est pas la première fois qu'on en parle. C'est un mur budgétaire qui arrive ! Alors, votre réponse à ce mur, vous nous proposez 30 000 euros d'études thermiques pour une école. C'est clairement une insulte à l'intelligence des citoyens et un danger pour nos finances futures.

Pendant que vous encaissez des records de taxes, vous laissez nos écoles et nos gymnases devenir des passoires énergétiques. Chaque euro non investit aujourd'hui dans l'isolation se retrouvera demain multiplié par 3 dans vos factures d'énergie.

Votre stabilité des taux prépare en réalité une explosion fiscale pour la prochaine année.

Voilà, vous affichez donc un budget d'investissement de 15,4 millions mais il y a donc 3 millions d'euros de restes à réaliser. Ce sont donc des retards de l'année dernière qu'on traîne comme un boulet.

Et pour revenir sur les 15 millions d'euros, madame JOURDANNEAU, on a très bien compris, on sait très bien que dans les 15 millions il y a des investissements que l'on ne peut pas retirer. C'est ce que je vous expliquais puisque vous nous avez attaqué durant la campagne, qu'on avait un budget de 100 millions, je vous ai juste prouvé par a + b que vous aussi vous mettiez 15 millions d'euros par an dont 7 millions de nouveaux projets.

C'est tout et évidemment on votera contre ce budget.

MME LE MAIRE – Monsieur DAMERVAL, on prend vos questions puis on répondra à tout le monde.

M. DAMERVAL – Madame la Maire,

Premièrement sur la forme, la note est totalement insuffisante pour comprendre un budget pour une ville de cette collectivité. Et l'annexe M57 est illisible du fait de l'absence de l'année précédente. Mais se pose la question alors pour l'année précédente, sur quoi vous basez vous ? Le BP d'avril ? Le BP d'août corrigé par la CRC ? Ou le BP d'août corrigé par la CRC plus le budget supplémentaire du mois de décembre ?

Je pense que vous n'avez pas dû répondre à cette question donc vous avez préféré ne pas le mettre. Je peux vous comprendre. Comme ça, cela vous permet en plus d'avoir un budget qui donne une impression d'équilibre. Un équilibre propre comptable presque rassurant. Mais surtout c'est un équilibre de façade. Un équilibre qui tient aujourd'hui sur un scénario peu crédible.

Nous vous l'avons déjà fait remarquer au moment du DOB mais vous n'avez rien corrigé voire même vous avez baissé les dépenses en matière d'énergie et ça ne prépare absolument pas ce que sera demain. Car ce budget ne se juge pas seulement sur ce qu'il contient, il se juge surtout sur ce qu'il ne contient pas.

D'abord, il ne contient pas d'anticipation de la crise sociale. Nous sommes dans un contexte d'explosion des coûts d'énergie, d'inflation durable et de pression croissante sur le pouvoir d'achat. Et pourtant rien. Aucune stratégie d'amortissement. Aucune politique sociale renforcée. Aucune anticipation alors même que votre propre équilibre budgétaire est déjà fragile reposant sur les éléments non pérennes et une épargne en chute libre. Autrement dit vous êtes fragile et vous n'anticipez pas la crise. Mais ça fait des années que vous n'anticipez pas la crise.

Ce budget ne contient pas non plus de politique claire pour l'enfance, la cantine. Rien sur la qualité alimentaire, rien sur la tarification sociale, rien sur la capacité à absorber la hausse des coûts.

Sur le périscolaire, aucune montée en puissance crédible, aucune vision sur les besoins croissants des familles. Et en plus, on a aujourd'hui un Président de la Communauté d'agglomération, que vous soutenez,

qui nous dit qu'on va pouvoir baisser le service public puisque la démographie est défavorable. La boucle est bouclée.

Donc aucune montée en puissance. Vous ne prenez pas en compte les besoins des familles. Sur le bâti scolaire, pas de programmation lisible, pas de plan d'investissement structuré, pas de trajectoire pluriannuelle. Et en plus vous maintenez toujours l'externalisation du ménage que tout le monde vous dit qui est absolument coûteuse et qui en plus est inefficace.

D'ailleurs vous n'avez même pas mis en place d'autorisation de programme. Cela veut dire une chose, vous êtes en roue libre.

Ce budget ne contient pas non plus une réponse à la crise sur la santé. Pas de maison médicale, pas de stratégie d'attractivité pour les professionnels de santé, alors que chacun le voit, chacun voit les difficultés à obtenir un rendez-vous et la désertification médicale qui continue à progresser. Là encore aucun cap. Il recule même sur le handicap en supprimant une subvention fléchée sur le sujet.

Mais vous allez nous dire que vous allez pouvoir proposer un investissement avec une maison d'accueil psy qui sera financée par le département et que vous aviez intégré à votre budget, mais que vous êtes capable de ne pas le mettre dans votre budget puisque ce n'est pas la commune qui paye. Voilà comment on arrive à avoir des équilibres budgétaires.

Oui, c'est une grande tradition et vu qu'aujourd'hui on est la Saint Georges, je pense que c'est quelque chose que vous avez hérité de votre prédécesseur parce qu'il avait cette immense qualité à mettre des programmes qui étaient financés par les autres sur son programme à trois jours du 1er tour.
Bravo ! Vous êtes championne !

Ce budget ne contient pas non plus de politique environnementale concrète, pas de stratégie énergétique structurée d'où l'impasse dans laquelle on se retrouve maintenant depuis des années. Et on vous parle depuis assez longtemps de la question de la géothermie. On ne voit toujours pas poindre la géothermie dans votre budget. Pas de plan d'adaptation. Et même sur des sujets du quotidien, on ne voit pas de stratégie alors que on est interpellé de manière fréquente sur la question des traitements des moustiques, sur la question des nuisances sonores, sur la question de la qualité de vie et rien n'apparaît clairement dans votre budget.

Ce budget ne contient pas non plus une ambition pour le cadre de vie. La propreté, pas de plan visible. La voirie, pas de programmation claire. Les investissements affichés mais sans lisibilité sans détails sans priorisation et surtout avec un niveau d'investissement affiché très supérieur à ce qui est réellement réalisé. Cela interroge sur la franchise même de la trajectoire.

En réalité, ce budget fait un choix, un choix implicite : ne pas préparer l'avenir pour préserver un équilibre immédiat. Mais un budget ce n'est pas un exercice comptable, c'est un outil politique. Et aujourd'hui ce que vous nous proposez, ce n'est pas une stratégie, ce n'est pas une anticipation, ce n'est pas une protection des habitants, c'est une gestion au fil de l'eau.

Et le risque est clair. A court terme, tout semble tenir. A moyen terme, tout peut lâcher parce que l'épargne s'effondre, parce que l'investissement n'est pas structuré, parce que les crises ne sont pas anticipées. Ce budget n'est pas un budget de transformation, ce n'est un budget de protection, ce n'est pas d'anticipation, c'est un budget de continuité et une marque de fabrique du « jourdanneauforisme ».
Peu rassurant et dans la période que nous vivons, attendre c'est déjà reculer.

Et je vais le dire maintenant pour ne pas faire une explication de vote tout à l'heure, nous voterons contre ce budget non pas par principe, non pas par posture et certainement pas par refus de l'action publique.

Soyons clairs, nous ne sommes pas contre l'investissement et contre tous les investissements qui sont portés. Nous ne sommes pas contre les projets de la ville. Nous ne sommes pas contre les salaires des agents dont nous saluons l'engagement au quotidien au service des habitants. Mais nous votons contre ce budget parce qu'il ne correspond pas à un projet que nous portons pour Draveil.

Un budget, ce n'est pas seulement une addition de ligne comptable, c'est une vision, c'est une trajectoire, c'est un choix politique. Et sur ces choix nous divergents profondément.

Nous pensons qu'il faut anticiper davantage des crises à venir, notamment sociales et énergétiques. Nous pensons qu'il faut investir autrement avec une stratégie plus lisible, plus cohérente, plus tournée vers l'avenir. Nous pensons qu'il faut mieux préparer la ville aux enjeux de demain qu'il s'agisse de l'école, de la transition écologique, de la solidarité ou de la qualité des services publics.

Ce désaccord est donc un désaccord de fonds, un désaccord de cap. Votez contre ce budget ce n'est pas s'opposer à tout. C'est affirmer qu'une autre voix est possible. C'est défendre une autre ambition pour notre commune.

Nous continuerons dans cet esprit à faire des propositions, à porter des alternatives et à contribuer au débat démocratique avec exigence et responsabilité.

MME DESBOIS-BOUBY - Excusez-moi, je voulais juste dire quelque chose. On n'a plus du tout de direct donc moi je reçois des messages de gens qui nous disent que depuis que l'opposition a pris la parole, on a plus de direct. Alors, on n'est pas parano mais enfin bon le conseil n'est plus retransmis en direct. C'est quand même embêtant.

MME LE MAIRE – On va faire une suspension de séance. On va attendre que ce soit rétabli. Ne vous inquiétez pas. Personne n'est parano et personne ne vous en veut. On attend 5 minutes le temps que ce soit reconnecté.

Suspension de séance

MME LE MAIRE – Nous allons reprendre les interventions. Veuillez nous excuser pour cette interruption momentanée non volontaires.

Vous avez effectivement tous les deux une vision opposée à la lecture.

Moi, je me félicitais, je me disais que nous avions agi avec beaucoup de transparence. Nous avons donné des documents. Nous avons même fait un tableau d'opérations, ligne par ligne, détaillé de toutes nos actions sur l'année. Je ne voyais pas comment être plus clair.

Deux millions d'euros sur l'enfance, alors je ne comprends pas que vous ne les voyez pas. Monsieur DAMERVAL de toute manière, je pense qu'on est sur un retour vers le futur permanent et que on aura droit à ces contestations sur tout le mandat. Donc, on va s'y faire.

Vous parlez de géothermie. Oui, la géothermie elle arrive à Draveil, elle est déjà à Draveil.

Elle est déjà, vous le savez bien, sur les Bergeries, elle descend, elle va faire Aqua Sénart, je vous l'ai déjà dit mais vous avez même sur la Communauté d'agglomération, c'était quand ? C'était hier sur Vigneux. Tout avance. Draveil ne sera pas oubliée.

Je sais que vous êtes impatient., nous aussi. Nous aussi la géothermie c'est quelque chose auquel on croit surtout que nous voulons aussi le raccordement des propriétaires privés à cette géothermie. Donc, nous nous avons un schéma. Ce schéma sera déployé. Il sera déployé également sur Draveil.

Vous avez effectivement une lecture curieuse. Je ne comprends pas ce qu'on peut faire de plus clair quand on explique ligne par ligne là où on intervient. Alors effectivement il faut prendre tous les montants.

Vous avez pour les enfants. Bah oui vous prenez toutes les lignes, vous verrez ça fait 2 millions, ce que l'on a promis.

Vous avez la voirie. On a promis 2 millions, ce sera 2 millions bien sûr. Vous avez de la voirie, vous avez de la rénovation, éclairage public etc. Vous avez des tas de choses.

Je pense que - reprenez cette page 6 - plus clair, moi je ne saurais pas faire.

Et monsieur ROUSSET vous avez les explications des chiffres de Madame DESBOIS-BOUBY, quelques-uns en tout cas. Mais voilà, si vous voulez répondre à quelques chiffres.

M. ROUSSET – Merci madame le Maire.

C'est bien, on a des boules de cristal. Alors elles sont troubles mais on a des boules de cristal. On voit l'avenir, l'avenir sombre de Draveil, tout va sombrer, les agents vont sombrer. Tout le monde va sombrer. Bon, c'est la « dramatose » habituelle. On est habitué. C'est un peu dommage pour la ville, mais c'est comme ça.

Ce qui me gêne encore là, c'est que vous avez dit qu'on avait sous-estimé le budget. La dernière fois, le budget voté par la ville, qui avait été validé par la CRC. Je tiens juste à le rappeler. Vous nous aviez dit qu'on avait surestimé les recettes. Ce qui avait été validé par les magistrats suite à notification. Donc déjà ça interpelle quand même beaucoup, je trouve.

Et là maintenant vous prenez - alors c'est dommage parce que si en commission, si on avait eu toutes ces questions – on vous aurait apporté toutes les réponses aujourd'hui.

Du coup je vais apporter la première réponse, on ne va pas toutes les prendre. Mais sur l'assurance. Alors je peux rappeler - les collectivités publiques ont le droit de s'auto assurer. L'Etat s'auto assure. Ou si elles ne s'auto assurent pas, elles prennent des franchises de plusieurs millions, c'est une part d'auto assurance. Nous, le Ville de Draveil, on a toujours fait le choix d'être assuré par des compagnies d'assurance qui ont cette solvabilité.

Donc, effectivement il y a une ligne de 2 000 euros de prime, c'est le contrat multirisque et en dessous donc c'est le compte 6161 et en dessous nous avons le compte de 6158 autre prime d'assurance et on est sur un montant de 193 430 euros.

Donc voilà, pour vous dire que l'on est bien couvert. Quand on prend sur les fluides, oui on a le compte 606-12 énergies qui est à 826 000 euros. Si on rajoute aussi le compte 606-13 chauffage urbain notamment 526 000 euros. Donc on est déjà plus de 1 352 000 euros, etc... etc...

Un budget ça se prend aussi dans sa globalité, je le rappelle quand même.

On vote un budget. C'est des enveloppes qui sont énormes. Enfin, vous avez vu le budget de la ville de Draveil ? On a une ville de plus de 30 000 habitants et du coup oui toutes ces lignes sont bien inscrites dans la maquette budgétaire, sont conformes à ce qui se fait dans notre ville. Et je regrette qu'on nous parle de boule de cristal aujourd'hui alors qu'on est dans des chiffres et qu'on est sur du factuel.

MME LE MAIRE - Nous allons passer donc au vote chapitre par chapitre.

Alors nous allons commencer :

<u>La section de fonctionnement au titre des dépenses</u>.

Chapitre 11 : charge à caractère général pour 9 046 742 euros.
Pour : 26 (Mme JOURDANNEAU-FORT, M. ROUSSET, Mme HIDRI, M. KALKIAS, Mme CHEVEREAU, M. PAQUET, M. CHARDEY, Mme DUSSAUD, M. DAFI, Mme BOUILLOT, M. ZAKY ABDOU, Mme MATSA, M. MABROUK, Mme PAYEUR, M. ARFI, Mme TZAREWSKY, M. SAINT-JULIEN, Mme RABESON, Mme BEGUIN, M. GUALA, Mme ABDELLI, M. ROBERT, Mme TRICOT, M. TORES, Mme DONCARLI représentée par Mme JOURDANNEAU-FORT, M. HADZIC représenté par M. ROUSSET)

Contre : 13 (M. DAMERVAL, Mme BLOSER, M. ALGRE, Mme BELLAY, M. MAHEO, Mme GARAH, Mme DESBOIS-BOUBY, Mme VIC, Mme TILLY, M. BATTESTI représenté par Mme TILLY, M. GUIN représenté par Mme DESBOIS-BOUBY, M. FOURNIER, Mme DI MAMBRO représentée par M. FOURNIER)

Chapitre 12 : charge de personnel et frais assimilés 24 515 580.21 euros.
(M. DAMERVAL, Mme BLOSER, M. ALGRE, Mme BELLAY, M. MAHEO, Mme GARAH, Mme DESBOIS-BOUBY, Mme VIC, Mme TILLY, M. BATTESTI représenté par Mme TILLY, M. GUIN représenté par Mme DESBOIS-BOUBY, M. FOURNIER, Mme DI MAMBRO représentée par M. FOURNIER)

Chapitre 14 : atténuation de produits 618 000 euros.
(M. DAMERVAL, Mme BLOSER, M. ALGRE, Mme BELLAY, M. MAHEO, Mme GARAH, Mme DESBOIS-BOUBY, Mme VIC, Mme TILLY, M. BATTESTI représenté par Mme TILLY, M. GUIN représenté par Mme DESBOIS-BOUBY, M. FOURNIER, Mme DI MAMBRO représentée par M. FOURNIER)

Chapitre 65 : autres charges de gestion courante 2 571 598.20 euros.
(M. DAMERVAL, Mme BLOSER, M. ALGRE, Mme BELLAY, M. MAHEO, Mme GARAH, Mme DESBOIS-BOUBY, Mme VIC, Mme TILLY, M. BATTESTI représenté par Mme TILLY, M. GUIN représenté par Mme DESBOIS-BOUBY, M. FOURNIER, Mme DI MAMBRO représentée par M. FOURNIER)

Chapitre 66 : charges financières 586 882.21 euros.
(M. DAMERVAL, Mme BLOSER, M. ALGRE, Mme BELLAY, M. MAHEO, Mme GARAH, Mme DESBOIS-BOUBY, Mme VIC, Mme TILLY, M. BATTESTI représenté par Mme TILLY, M. GUIN représenté par Mme DESBOIS-BOUBY, M. FOURNIER, Mme DI MAMBRO représentée par M. FOURNIER)

Chapitre 67 : charges exceptionnelles 151 000 euros.
(M. DAMERVAL, Mme BLOSER, M. ALGRE, Mme BELLAY, M. MAHEO, Mme GARAH, Mme DESBOIS-BOUBY, Mme VIC, Mme TILLY, M. BATTESTI représenté par Mme TILLY, M. GUIN représenté par Mme DESBOIS-BOUBY, M. FOURNIER, Mme DI MAMBRO représentée par M. FOURNIER)

Chapitre 68 : dotation aux amortissements et aux provisions 50 000 euros.
(M. DAMERVAL, Mme BLOSER, M. ALGRE, Mme BELLAY, M. MAHEO, Mme GARAH, Mme DESBOIS-BOUBY, Mme VIC, Mme TILLY, M. BATTESTI représenté par Mme TILLY, M. GUIN représenté par Mme DESBOIS-BOUBY, M. FOURNIER, Mme DI MAMBRO représentée par M. FOURNIER)

Chapitre 23 virement à la section d'investissement 1 042 928.44 euros.
(M. DAMERVAL, Mme BLOSER, M. ALGRE, Mme BELLAY, M. MAHEO, Mme GARAH, Mme DESBOIS-BOUBY, Mme VIC, Mme TILLY, M. BATTESTI représenté par Mme TILLY, M. GUIN représenté par Mme DESBOIS-BOUBY, M. FOURNIER, Mme DI MAMBRO représentée par M. FOURNIER)

Chapitre 42 : opération d'ordre de transfert entre sections 1 400 000 euros.
(M. DAMERVAL, Mme BLOSER, M. ALGRE, Mme BELLAY, M. MAHEO, Mme GARAH, Mme DESBOIS-BOUBY, Mme VIC, Mme TILLY, M. BATTESTI représenté par Mme TILLY, M. GUIN représenté par Mme DESBOIS-BOUBY, M. FOURNIER, Mme DI MAMBRO représentée par M. FOURNIER)

Donc nous arrivons sur un total de dépenses de 39 982 731.6 euros.

<u>Côté recettes</u> :

Chapitre 13 : atténuation de charges 70 000 euros.
(M. DAMERVAL, Mme BLOSER, M. ALGRE, Mme BELLAY, M. MAHEO, Mme GARAH, Mme DESBOIS-BOUBY, Mme VIC, Mme TILLY, M. BATTESTI représenté par Mme TILLY, M. GUIN représenté par Mme DESBOIS-BOUBY, M. FOURNIER, Mme DI MAMBRO représentée par M. FOURNIER)

Chapitre 70 : produits de services du domaine et ventes diverses 3 540 438 euros.
(M. DAMERVAL, Mme BLOSER, M. ALGRE, Mme BELLAY, M. MAHEO, Mme GARAH, Mme DESBOIS-BOUBY, Mme VIC, Mme TILLY, M. BATTESTI représenté par Mme TILLY, M. GUIN représenté par Mme DESBOIS-BOUBY, M. FOURNIER, Mme DI MAMBRO représentée par M. FOURNIER)

Chapitre 73 : impôts et taxes 1 700 000 euros.
(M. DAMERVAL, Mme BLOSER, M. ALGRE, Mme BELLAY, M. MAHEO, Mme GARAH, Mme DESBOIS-BOUBY, Mme VIC, Mme TILLY, M. BATTESTI représenté par Mme TILLY, M. GUIN représenté par Mme DESBOIS-BOUBY, M. FOURNIER, Mme DI MAMBRO représentée par M. FOURNIER)

Chapitre 731 : fiscalité locale 23 892 330 euros.

(M. DAMERVAL, Mme BLOSER, M. ALGRE, Mme BELLAY, M. MAHEO, Mme GARAH, Mme DESBOIS-BOUBY, Mme VIC, Mme TILLY, M. BATTESTI représenté par Mme TILLY, M. GUIN représenté par Mme DESBOIS-BOUBY, M. FOURNIER, Mme DI MAMBRO représentée par M. FOURNIER)

Chapitre 74 : dotation subvention et participation 9 014 809 euros.
(M. DAMERVAL, Mme BLOSER, M. ALGRE, Mme BELLAY, M. MAHEO, Mme GARAH, Mme DESBOIS-BOUBY, Mme VIC, Mme TILLY, M. BATTESTI représenté par Mme TILLY, M. GUIN représenté par Mme DESBOIS-BOUBY, M. FOURNIER, Mme DI MAMBRO représentée par M. FOURNIER)

Chapitre 75 : autres produits de gestion courante 263 888.80 euros.
(M. DAMERVAL, Mme BLOSER, M. ALGRE, Mme BELLAY, M. MAHEO, Mme GARAH, Mme DESBOIS-BOUBY, Mme VIC, Mme TILLY, M. BATTESTI représenté par Mme TILLY, M. GUIN représenté par Mme DESBOIS-BOUBY, M. FOURNIER, Mme DI MAMBRO représentée par M. FOURNIER)

Chapitre 78 : repris sur amortissement et provision 40 000 euros.
(M. DAMERVAL, Mme BLOSER, M. ALGRE, Mme BELLAY, M. MAHEO, Mme GARAH, Mme DESBOIS-BOUBY, Mme VIC, Mme TILLY, M. BATTESTI représenté par Mme TILLY, M. GUIN représenté par Mme DESBOIS-BOUBY, M. FOURNIER, Mme DI MAMBRO représentée par M. FOURNIER)

Chapitre 42 : opération d'ordre de transfert entre section 61 600 euros
(M. DAMERVAL, Mme BLOSER, M. ALGRE, Mme BELLAY, M. MAHEO, Mme GARAH, Mme DESBOIS-BOUBY, Mme VIC, Mme TILLY, M. BATTESTI représenté par Mme TILLY, M. GUIN représenté par Mme DESBOIS-BOUBY, M. FOURNIER, Mme DI MAMBRO représentée par M. FOURNIER)

Chapitre 002 résultats reporté fonctionnement 1 399 665.26 euros.
(M. DAMERVAL, Mme BLOSER, M. ALGRE, Mme BELLAY, M. MAHEO, Mme GARAH, Mme DESBOIS-BOUBY, Mme VIC, Mme TILLY, M. BATTESTI représenté par Mme TILLY, M. GUIN représenté par Mme DESBOIS-BOUBY, M. FOURNIER, Mme DI MAMBRO représentée par M. FOURNIER)

Nous sommes donc à un total recettes équivalent au total dépenses en titre de la section de fonctionnement de 39 982 731.6 euros.

Nous passons maintenant à la section d'investissement au titre des dépenses :

Chapitre 20 : immobilisations incorporelles 696 150 euros.
(M. DAMERVAL, Mme BLOSER, M. ALGRE, Mme BELLAY, M. MAHEO, Mme GARAH, Mme DESBOIS-BOUBY, Mme VIC, Mme TILLY, M. BATTESTI représenté par Mme TILLY, M. GUIN représenté par Mme DESBOIS-BOUBY, M. FOURNIER, Mme DI MAMBRO représentée par M. FOURNIER)

Chapitre 204 : subventions d'équipements versées on passe il n'y a pas
(M. DAMERVAL, Mme BLOSER, M. ALGRE, Mme BELLAY, M. MAHEO, Mme GARAH, Mme DESBOIS-BOUBY, Mme VIC, Mme TILLY, M. BATTESTI représenté par Mme TILLY, M. GUIN représenté par Mme DESBOIS-BOUBY, M. FOURNIER, Mme DI MAMBRO représentée par M. FOURNIER)

Chapitre 21 : immobilisations corporelles 6 757 238.44 euros.
(M. DAMERVAL, Mme BLOSER, M. ALGRE, Mme BELLAY, M. MAHEO, Mme GARAH, Mme DESBOIS-BOUBY, Mme VIC, Mme TILLY, M. BATTESTI représenté par Mme TILLY, M. GUIN représenté par Mme DESBOIS-BOUBY, M. FOURNIER, Mme DI MAMBRO représentée par M. FOURNIER)

Chapitre 16 : emprunts et dettes assimilés 2 675 500 euros.
(M. DAMERVAL, Mme BLOSER, M. ALGRE, Mme BELLAY, M. MAHEO, Mme GARAH, Mme DESBOIS-BOUBY, Mme VIC, Mme TILLY, M. BATTESTI représenté par Mme TILLY, M. GUIN représenté par Mme DESBOIS-BOUBY, M. FOURNIER, Mme DI MAMBRO représentée par M. FOURNIER)

Chapitre 10 : dotations, fonds divers et réserves 45000 euros.
(M. DAMERVAL, Mme BLOSER, M. ALGRE, Mme BELLAY, M. MAHEO, Mme GARAH, Mme DESBOIS-BOUBY, Mme VIC, Mme TILLY, M. BATTESTI représenté par Mme TILLY, M. GUIN représenté par Mme DESBOIS-BOUBY, M. FOURNIER, Mme DI MAMBRO représentée par M. FOURNIER)

Chapitre 45 : opérations pour compte de tiers 30 000 euros

(M. DAMERVAL, Mme BLOSER, M. ALGRE, Mme BELLAY, M. MAHEO, Mme GARAH, Mme DESBOIS-BOUBY, Mme VIC, Mme TILLY, M. BATTESTI représenté par Mme TILLY, M. GUIN représenté par Mme DESBOIS-BOUBY, M. FOURNIER, Mme DI MAMBRO représentée par M. FOURNIER)

Chapitre 40 : opérations d'ordre de transfert entre sections 61 600 euros.
(M. DAMERVAL, Mme BLOSER, M. ALGRE, Mme BELLAY, M. MAHEO, Mme GARAH, Mme DESBOIS-BOUBY, Mme VIC, Mme TILLY, M. BATTESTI représenté par Mme TILLY, M. GUIN représenté par Mme DESBOIS-BOUBY, M. FOURNIER, Mme DI MAMBRO représentée par M. FOURNIER)

Chapitre 41 : opérations patrimoniales 1 000 000 d'euros.
(M. DAMERVAL, Mme BLOSER, M. ALGRE, Mme BELLAY, M. MAHEO, Mme GARAH, Mme DESBOIS-BOUBY, Mme VIC, Mme TILLY, M. BATTESTI représenté par Mme TILLY, M. GUIN représenté par Mme DESBOIS-BOUBY, M. FOURNIER, Mme DI MAMBRO représentée par M. FOURNIER)

Chapitre 001 : résultats reportés d'investissement 1 216 338.98 euros.
(M. DAMERVAL, Mme BLOSER, M. ALGRE, Mme BELLAY, M. MAHEO, Mme GARAH, Mme DESBOIS-BOUBY, Mme VIC, Mme TILLY, M. BATTESTI représenté par Mme TILLY, M. GUIN représenté par Mme DESBOIS-BOUBY, M. FOURNIER, Mme DI MAMBRO représentée par M. FOURNIER)

Ce qui nous fait un total général au titre des dépenses d'investissements de 15 409 480.80 euros.

Au titre des recettes :

Chapitre 10 : dotations, fonds divers et réserves 2 380 461.77 euros.
(M. DAMERVAL, Mme BLOSER, M. ALGRE, Mme BELLAY, M. MAHEO, Mme GARAH, Mme DESBOIS-BOUBY, Mme VIC, Mme TILLY, M. BATTESTI représenté par Mme TILLY, M. GUIN représenté par Mme DESBOIS-BOUBY, M. FOURNIER, Mme DI MAMBRO représentée par M. FOURNIER)

Chapitre 13 : subventions d'investissements reçues 2 642 560 euros.
(M. DAMERVAL, Mme BLOSER, M. ALGRE, Mme BELLAY, M. MAHEO, Mme GARAH, Mme DESBOIS-BOUBY, Mme VIC, Mme TILLY, M. BATTESTI représenté par Mme TILLY, M. GUIN représenté par Mme DESBOIS-BOUBY, M. FOURNIER, Mme DI MAMBRO représentée par M. FOURNIER)

Chapitre 16 : emprunts et dettes assimilées 3 500 000 euros.
(M. DAMERVAL, Mme BLOSER, M. ALGRE, Mme BELLAY, M. MAHEO, Mme GARAH, Mme DESBOIS-BOUBY, Mme VIC, Mme TILLY, M. BATTESTI représenté par Mme TILLY, M. GUIN représenté par Mme DESBOIS-BOUBY, M. FOURNIER, Mme DI MAMBRO représentée par M. FOURNIER)

Chapitre 45 : opérations pour compte de tiers 30 000 euros.
(M. DAMERVAL, Mme BLOSER, M. ALGRE, Mme BELLAY, M. MAHEO, Mme GARAH, Mme DESBOIS-BOUBY, Mme VIC, Mme TILLY, M. BATTESTI représenté par Mme TILLY, M. GUIN représenté par Mme DESBOIS-BOUBY, M. FOURNIER, Mme DI MAMBRO représentée par M. FOURNIER)

Chapitre 021 : virements de la section de fonctionnement 1 042 928.44 euros.
(M. DAMERVAL, Mme BLOSER, M. ALGRE, Mme BELLAY, M. MAHEO, Mme GARAH, Mme DESBOIS-BOUBY, Mme VIC, Mme TILLY, M. BATTESTI représenté par Mme TILLY, M. GUIN représenté par Mme DESBOIS-BOUBY, M. FOURNIER, Mme DI MAMBRO représentée par M. FOURNIER)

Chapitre 40 : opération d'ordre et de transfert entre sections 1 400 000 euros.
(M. DAMERVAL, Mme BLOSER, M. ALGRE, Mme BELLAY, M. MAHEO, Mme GARAH, Mme DESBOIS-BOUBY, Mme VIC, Mme TILLY, M. BATTESTI représenté par Mme TILLY, M. GUIN représenté par Mme DESBOIS-BOUBY, M. FOURNIER, Mme DI MAMBRO représentée par M. FOURNIER)

Chapitre 041 : opérations patrimoniales 1 000 000 d'euro.
(M. DAMERVAL, Mme BLOSER, M. ALGRE, Mme BELLAY, M. MAHEO, Mme GARAH, Mme DESBOIS-BOUBY, Mme VIC, Mme TILLY, M. BATTESTI représenté par Mme TILLY, M. GUIN représenté par Mme DESBOIS-BOUBY, M. FOURNIER, Mme DI MAMBRO représentée par M. FOURNIER)

Ce qui nous fait un total des recettes au titre de la section d'investissement de 15 409 480,80 euros.

(M. DAMERVAL, Mme BLOSER, M. ALGRE, Mme BELLAY, M. MAHEO, Mme GARAH, Mme DESBOIS-BOUBY, Mme VIC, Mme TILLY, M. BATTESTI représenté par Mme TILLY, M. GUIN représenté par Mme DESBOIS-BOUBY, M. FOURNIER, Mme DI MAMBRO représentée par M. FOURNIER)

M. DAMERVAL - Madame la Maire, mes chers collègues,

En vous entendant, je ne peux pas m'empêcher de citer les 7 boules de cristal et un passager dit dans les 7 boules de cristal : « Ça finira mal toute cette histoire, vous verrez »

Quand on voit de la manière dont est voté votre budget, forcément ça finira mal parce que la trajectoire budgétaire n'est pas bonne.

Comme je l'ai dit tout à l'heure, nous ne votons pas contre tous les investissements même si nous votons contre les lignes d'investissement. Nous ne votons pas contre les salaires des agents même si nous votons contre ces lignes.

Mais nous votons contre parce que nous sommes un groupe d'opposition et que notre budget est fondamentalement différent et notre projet est fondamentalement différent.

Et je tiens à ce que ça soit rappelé et que ce soit noté au procès-verbal.

Approuvée à la majorité des suffrages exprimés
Pour : 26 (Mme JOURDANNEAU-FORT, M. ROUSSET, Mme HIDRI, M. KALKIAS, Mme CHEVEREAU, M. PAQUET, M. CHARDEY, Mme DUSSAUD, M. DAFI, Mme BOUILLOT, M. ZAKY ABDOU, Mme MATSA, M. MABROUK, Mme PAYEUR, M. ARFI, Mme TZAREWSKY, M. SAINT-JULIEN, Mme RABESON, Mme BEGUIN, M. GUALA, Mme ABDELLI, M. ROBERT, Mme TRICOT, M. TORES, Mme DONCARLI représentée par Mme JOURDANNEAU-FORT, M. HADZIC représenté par M. ROUSSET)

Contre : 13 (M. DAMERVAL, Mme BLOSER, M. ALGRE, Mme BELLAY, M. MAHEO, Mme GARAH, Mme DESBOIS-BOUBY, Mme VIC, Mme TILLY, M. BATTESTI représenté par Mme TILLY, M. GUIN représenté par Mme DESBOIS-BOUBY, M. FOURNIER, Mme DI MAMBRO représentée par M. FOURNIER)

DCM 26-04-063 Subventions aux associations

Mme le Maire donne la parole à M. ROUSSET

M. ROUSSET – Alors, comme à chaque fois après le vote du budget, il y a le vote des subventions aux associations.

Ça, comme vous avez pu le voir dans notre explicative, c'est régi par encore le code général de collectivités territoriales Article L1611-4, Article L2313-1 et le fameux décret de 2001.

Donc là vous avez eu l'ensemble des dossiers. Pour justifier des demandes de subventions, les dossiers sont transmis par les associations dans les services concernés avec un certain nombre de demandes.

Vous avez là, je vois, une liste de bénéficiaires et les montants proposés sont détaillés dans l'annexe jointe au budget.

Donc il vous est demandé d'approuver et d'inscrire au budget 2026 les subventions des associations telles que listées dont le montant est détaillé dans l'annexe jointe au budget.

MME LE MAIRE - Je précise que chaque membre d'association ne prend pas part au vote.

MME DESBOIS-BOUBY – Oui, merci. Je voudrais intervenir sur les subventions.

Donc comme vous le savez, enfin peut-être tout le monde ne le sait pas, mais j'ai été aux affaires notamment au sport pendant plusieurs années et donc je sais à quel point c'est important les subventions pour les associations.

Donc évidemment je suis pour les subventions mais je voterai ce soir contre cette délibération pour différentes raisons parce que, effectivement plusieurs questions se posent au moment de l'attribution de

ces subventions. J'ai comparé attentivement celles versées en 2025 et celles que vous nous soumettez au vote ce soir.

Tout d'abord plusieurs associations ont disparues du tableau : on a PAKAP, PALATINOASA, Soleil d'Orient, les Papillons blancs de l'Essonne, les Amis du Château de Villiers qui représentaient à eux 5 par exemple 5 800 euros en 2025.

D'autres en revanche sont nouvelles comme l'APEL Notre Dame. Je suppose qu'il s'agit des Petits musclés mais je ne suis pas sûr. Vous me le confirmerez.

On a une nouvelle association ASKD. On a le Centre équestre de l'Orme des Mazières qui est pourtant dans un domaine privé. On a les cerises poney qui n'existait pas.

A titre personnel, je me réjouis que de nouvelles associations puissent bénéficier de subventions ou de salles, cependant, cela ne doit pas être au détriment d'autres associations et encore moins pour une basse vengeance électorale.

Les trois associations dont les présidents faisaient partie de mes colistiers voient leurs subventions cette année coupées de 30, 50 voire de 100%.

Donc vous, vous parlez de gestion. Je parle de sectarisme.

Ne m'inventez pas des contraintes financières alors que certaines de vos associations amies vont toucher plus, parfois jusqu'à 50%. C'est le cas de la pétanque, cher à votre adjointe au Sport. C'est le cas également, dans une moindre mesure, de la SNHS dont une de vos colistières était la présidente et celle du Foot dont votre adjoint à la sécurité est le directeur technique.

Ne m'inventez pas non plus une baisse de résultats car l'Association Sportive la plus impactée est classée parmi les plus dynamiques de France dans sa spécialité. Je l'ai d'ailleurs de mon téléphone. Je peux vous le montrer, un post Facebook de Faten HIDRI dans lequel vous apparaissez et où elle dit je cite « bravo à notre incroyable club de SAVATE BOXE FRANÇAISE qui réalise un travail exceptionnel et qui inculque les plus belles valeurs du sport ». C'était lors des championnats de monde de boxe organisé ici même par l'association fin novembre.

Il faut croire que les valeurs du sport vous les avez oubliées en cinq mois.

Que dire de l'association UNI à Saint Rémy qui perd plus de 50% de sa subvention alors que l'objectif de cette association est d'organiser des sorties pour les femmes de Villiers. Villiers parlons-en pour finir puisque l'association des Amis du Château De Villiers a elle totalement disparu du tableau et donc n'a plus aucune subvention.

Cela ne vous honore pas madame le Maire. Ni vous, ni votre équipe.

Les gens que vous pénalisez se sont des draveillois, des bénévoles, des parents, des enfants qui vont être pénalisés par votre esprit de vengeance. Il y a un mois, vous nous avez fait un beau discours de rassemblement.

Lors de votre prise de fonction, vous avez annoncé que vous seriez la Maire de tous les draveillois.

Mais finalement, au bout de 30 jours, vous vous êtes bien dévoilée. Derrière la position de victime que vous nous avez entretenue durant toute la campagne auprès des draveillois crédules qui ont bien voulu vous croire, vous étiez agressés vous étiez la pauvre victime.

En fait, vous êtes vraiment - on a maintenant votre image - vous êtes une femme de tête, vous prenez des décisions arbitraires, vous n'avez aucune bienveillance et vous êtes extrêmement vindicative.

Voilà donc pour toutes ces raisons nous voterons contre les subventions et non pas pour pénaliser les associations.

MME LE MAIRE - Et bien écoutez…

M. ALGRE - Madame la Maire, je voudrais revenir sur la forme de cette délibération qui pose déjà problème. D'une année sur l'autre nous constatons des changements des nominations des associations, des intitulés simplifiés et surtout la disparition de l'objet des subventions.

Or cet objet est essentiel. Il permet de comprendre ce que la collectivité finance réellement, l'intérêt général poursuivi et d'assurer la transparence vis-à-vis des élus comme des habitants.

Cette année nous avons une liste, l'an dernier nous avions au moins un peu de sens, c'est une régression. Et cela d'autant plus problématique que dans la note explicative vous rappelez vous même que l'attribution d'une subvention doit permettre d'apprécier l'objet et l'intérêt général de l'action menée. Précisément cet élément disparaît du document qui nous a été soumis.

Sur le fond maintenant, nous sommes face une absence totale de cristallisation. Quelles sont les critères ?

L'impact social, le nombre d'adhérents, l'utilité publique, l'ancrage territorial, la situation financière, rien n'est explicité et dans cette dans ces conditions, une question s'impose, comment justifiez-vous les baisses, les suppressions et les hausses. Car derrière ces chiffres, il y a clairement des choix politiques très clairs.

On a parfois le sentiment que ce budget sert à consolider des acteurs visibles et littéralement identifiable au détriment du tissu associatif, social et culturel.

Quelques exemples pour le montrer :
- la société nautique de la haute Seine, du club d'aviron voit sa subvention augmenter alors même que sa présidente figurait sur votre liste. Cela ne nous empêchera pas d'aimer ce club mais la question d'éligibilité se pose.
- la pétanque, nous avons aujourd'hui une représentante devenue adjointe voit son budget augmenter.
- un centre équestre privé est soutenu comme d'autres structures locales, notamment aux Bergeries, ne nécessitent-t-ils pas de la même attention ?

Ce sont des signaux. Et à l'inverse, que dire des associations qui perdent, qu'ont-elles fait pour mériter cela ? Leur utilité est-elle disparue ?

On peut citer quelques exemples :
- Papillons blancs de l'Essonne qui a été déjà existé moins 4 000 euros,
- SAVATE BOXE DEFENSE moins 3 750 euros.
- Draveil Team Tumbling moins 1 500 euros.
- Les Enclos fleuris moins 900 euros.
- Haie Saint-Rémy une association qui accompagne les jeunes de quartiers moins 600 euros.

Ont-t-ils mal votés ? Et toute une série d'associations culturelles sociales ou de mémoire comme si elles devenaient marginales.

Ce que l'on voit ici, ce n'est pas une politique associative, c'est une gestion d'équilibre politique sans cap, sans transparence et sans critères.

Enfin, un mot sur l'Amicale du personnel dont la subvention reste bloquée à 40 000 euros.

Dans ce contexte d'inflation de création d'un CST communs et d'exigences accrues pour les agents, ne pensez-vous pas qu'une réévaluation serait légitime ou bien considère-t-on que les agents municipaux doivent eux aussi faire des frais de ces arbitrages politiques ?
Merci.

MME LE MAIRE – Alors, il y a plusieurs choses à dire.

Vous avez d'abord les associations qui n'ont pas présentées de dossiers. Vous avez les associations qui n'existent plus. Vous avez les associations qui sont suspendues qui l'ont annoncé politiquement publiquement et qui ont fait des mutations pour devenir association politique.

La Ville ne finance pas les associations politiques, pas plus que les associations qui ont disparu, pas plus que les associations qui ne demandent rien, pas plus que les associations qui thésaurisent sur leur trésorerie de l'argent et qui finalement se disent « cette année, je n'en ai pas besoin ».

Si un dossier n'est pas déposé, nous n'allons pas au-delà de la demande, s'il n'y a pas de demande.

On est à l'opposé de tout ce que vous venez de dire ! C'en est même choquant parce qu'en un mois effectivement, je me demande quels sont les critères d'attribution qui ont été évoquées jusque-là ?

Moi, je me demande comment cela a été fait jusqu'à présent et comment on fait maintenant pour être avec des attributions claires ? L'attribution claire c'est le nombre d'adhérents draveillois, c'est le projet, c'est ce qu'ils nous ont demandé parce que ça a été motivé.

Une demande de subventions ce n'est pas un truc automatique, ce n'est pas « donnez-moi 500 balles » et hop, non ! Qu'est-ce que vous voulez en faire ? Pourquoi en avez-vous besoin ? Parce que si vous vous n'en avez pas besoin, il y a une autre association qui en aura besoin. Parce qu'on a une enveloppe et l'enveloppe, elle a été répartie. Effectivement. Et elle n'a pas baissée.

Alors, pourquoi certains ont augmenté et d'autres ont baissé ?

Bah il y a des raisons ! En fait, si vous voulez, tout est argumenté et tout le sera d'autant plus d'année en année parce qu'effectivement là nous avons été un peu short. Effectivement dans l'attribution mais nous allons prendre le temps l'année prochaine de reprendre attache auprès de tous les clubs comme nous l'avons fait mais encore plus cette fois-ci puisque nous allons aussi bien sûr réévaluer ce qui a été fait sur les clubs sportifs tout comme les clubs culturels.

Pourquoi le SNHS a augmenté ? Alors vous tapez dessus parce qu'elle est sur la liste, elle était sur la liste parce qu'elle n'est plus ici, elle ne figure plus ici. Mais parce que en fait elle a des projets. Il y a même Marie Auxiliatrice. Ça vous parle ? Eh bien, les personnes qui sont atteintes du cancer. Elle a un programme aussi pour les SEGPA de Delacroix, elle est tournée vers les autres et à chaque fois qu'il y a eu un projet tourné vers d'autres structures de la ville, nous avons valorisé son action. Voilà pour le SNHS.

Et puis vous avez d'autres associations qui sont dans ce même niveau, la pétanque. Effectivement, elle aussi elle travaille avec le Val-Saint-Mandé. Elle accueille maintenant les personnes qui sont porteuses de handicap. Elle a signé des conventions avec plusieurs associations et c'est pour cela que nous récompensons ces gestes parce qu'il faut de l'encadrement supplémentaire. Il faut engager du personnel supplémentaire. Et nous, nous sommes fiers de pouvoir dire que nous sommes une ville inclusive.

Elle n'a peut-être pas de salarié mais elle a signé des conventions en tout cas pour accepter des personnes, je n'accepterai pas de toute manière.

Le centre équestre des Mazières. Pourquoi est-ce que là cette fois-ci on l'a subventionné ?

Il y a une raison, vous savez pourquoi ? Parce que son dossier il allait en position verticale directement à la poubelle. Pourquoi ? Elle est sur un lieu privé, mais elle a des conventions. Elle a des conventions pour accepter des enfants, des enfants des QPV. Elle fait des stages pour eux. Et bien ça, ça mérite aussi un effort.

Et puis, il y a tous ceux qui font totalement sport. Ceux qui font totalement sport, ils méritent aussi une action parce que, eux ils sont là toute la semaine pour accueillir les enfants. Tout ça, ça a été reconsidéré, ça ne l'était pas avant.

Bon alors de toute manière, c'est point par point. Franchement, c'est inadmissible. Vous avez des tableaux qui ont été faits. Nous calculons ligne par ligne et s'il y a...

(Brouhaha)

Ça suffit monsieur DAMERVAL ! Franchement, vous manquez de respect tout ça parce que je suis une femme ! Vos propos sont constamment... Mais si, avant nous ne faisiez pas ça avec les hommes donc apprenez à me respecter, s'il vous plaît ! Ça suffit maintenant.

Voilà. Donc vous avez des associations qui se sont politisés, des associations qui ont disparu. Nous avons des tableaux. Nous savons expliquer ligne par ligne à chacun. Chaque association reviendra vers nous s'il y a lieu d'ajuster pour une raison ou pour une autre, nous le ferons. En attendant chaque association a été maintenue s'il y avait des projets.

Mme MATSA, M. DAFI, M. ROBERT, Mme VIC ne prennent pas part au vote
Approuvée à la majorité des suffrages exprimés
Pour : 29
Abstention : 2 (M. FOURNIER, Mme DI MAMBRO représentée par M. FOURNIER)
Contre : 4 (Mme DESBOIS-BOUBY, M. GUIN représenté par Mme DESBOIS-BOUBY, Mme TILLY, M. BATTESTI représenté par Mme TILLY)

DCM 26-04-064 Convention définissant le montant, l'objet et les conditions d'utilisation des subventions octroyées par la ville aux associations bénéficiant d'une subvention de plus de 23 000 euros

Mme le Maire donne la parole à M. ROUSSET

M. ROUSSET – c'est obligatoirement lorsqu'on atteint un certain seuil de subventions et une convention qui doit être signée.

Là ça concerne deux clubs :

- l'association de l'Amicale du personnel dont la subvention pour l'année 2026 est fixée à 40 000 euros,
- et le Draveil Football Club à 40 000 euros.

M. DAMERVAL - En fait ce qu'il y a d'intéressant sur cette délibération, c'est qu'on ait une note qui nous explique pourquoi on vote ces subventions. Mais encore une fois on n'a toujours pas le détail des projets.

Les comptes que vous avez à rendre ne sont pas à rendre uniquement aux associations, ils sont aussi à rendre aux élus que nous sommes. Quand on demande à ce qu'il y ait une note qui explique pourquoi telle ou telle association à une subvention, c'est bel et bien parce que nous sommes des élus et que nous avons besoin d'avoir une information claire et transparente.

On doit avoir une information claire et transparente sur ceux qui ont retiré leur demande de subventions.
On doit avoir une information claire et transparente sur ceux qui n'avaient pas un projet assez établi.
On doit avoir une information claire et transparente sur ceux qui ont un nouveau projet.
Et on doit avoir une information claire et transparente sur les véritables projets qui sont faits sur les territoires, etc.

C'est ça qu'on vous demande madame la Maire.

MME LE MAIRE - Je suis tout à fait d'accord. Venez aux commissions et poser les questions. Voilà et vous aurez des réponses aux commissions. Vous aurez le temps d'avoir toutes les réponses et nous aurons le temps de répondre à vos questions parce que là vous nous balancez des choses comme ça. Alors, si vous voulez des détails, vous venez aux commissions. On vous expliquera ligne par ligne et on prendra le temps de vous répondre.

Je vous ai dit que nous répondrons à tout maintenant simplement venez aux commissions.

M. DAMERVAL – On était aux commissions madame la Maire

MME LE MAIRE – Madame BELLAY était aux commissions mais elle n'a pas posé les questions.

Elle aurait posé les questions. Elle aurait eu des réponses. Ou au moins on aurait eu le temps de répondre.

Les documents étaient livrés madame BELLAY, vous les aviez en main.

M. DAMERVAL - Madame la Maire, madame la Maire, quand vous nous donnez une note d'information qui fait une demie page pour l'attribution de plus d'un million deux cent mille euros. Quand vous nous donnez

des tableaux que vous changez d'une année sur l'autre, où il n'y a pas de correspondance des lignes, où il n'y a plus d'objets, ce n'est pas de notre responsabilité, c'est de la vôtre.

Nous avons en gros 5 jours pour préparer les dossiers, 12 jours quand on parle de budget.

Nous recevons les documents dans un délai extrêmement restreint avec des commissions qui sont convoqués 2 à 3 jours après et quand on voit l'ordre du jour qu'on a sur ce conseil municipal, vous ne pouvez pas nous demander de produire alors que nous n'avons strictement aucun moyen et que nous n'avons pas les agents d'une extrême qualité que vous avez derrière vous mais nous, nous n'en disposons pas.

Donc ne nous demandez pas de faire l'exceptionnel en un délai aussi restreint et surtout donnez-nous des véritables informations écrites ce qui nous permettra de vous poser les bonnes questions.

Ne retournez pas la chose. Et puis, en tant que très progressiste que je suis, ne ramenez pas tout à la question d'un sexisme qu'on ferait à votre destination.

Avec Richard Privat, il avait une certaine habitude de me remettre à ma place aussi en tant que président de séance, et ce qui est une très bonne chose. Et en tant qu'élue, vous ne pouvez pas nous demander aussi d'être assis sagement à écouter quand on est quand même assez estomaqué parce qu'on peut entendre parce que votre réalité n'est pas celle que vivent les draveilloises et les draveillois.

M. MABROUK ne prend pas part au vote.
Approuvée à la majorité des suffrages exprimés
Pour : 25
Abstention : 13 (M. DAMERVAL, Mme BLOSER, M. ALGRE, Mme BELLAY, M. MAHEO, Mme GARAH, Mme DESBOIS-BOUBY, M. GUIN représenté par Mme DESBOIS-BOUBY, Mme VIC, Mme TILLY, M. BATTESTI représenté par Mme TILLY, M. FOURNIER, Mme DI MAMBRO représentée par M. FOURNIER)
Contre : 0

DCM 26-04-065 Rapport d'utilisation du Fonds de Solidarité des Communes de la Région d'Ile de France et dotation de solidarité urbaine 2025

Mme le Maire donne la parole à M. ROUSSET

M. ROUSSET - Donc la commune en version 2025 l'attribution du fond de solidarité des communes de la région Île-de-France pour un montant de 1 753 586 euros et la DSU, la dotation de solidarité humaine de 1185 880 euros.

Vous avez dans le cadre de la délibération la répartition entre le FSRIF et la DSU. Donc ça va à la fois sur jeunesse, sport, culture, enfance et sociale et vous avez eu en annexe le détail des dépenses qui ont été faites dont le FSRIF.

PREND ACTE

DCM 26-04-066 Retrait des délibérations relatives à l'élection des membres du Conseil Municipal à la Commission d'Appel d'Offres et à la commission de délégation de service public (CDSP)

MME LE MAIRE - Suite au contrôle de légalité des délibérations du 8 avril 2026 portant élection des membres à la commission d'appels d'offres et à la commission de délégation des services publics, la préfète demande le retrait de ces délibérations au motif que les listes *« engagés pour Draveil »* et *« Draveil en Commun »* ont déposé leurs listes irrégulièrement et entraînait la nullité de leur candidature.

En effet, elles ne comportent pas la mention « titulaire » et « suppléant » en face des noms des candidats.

En conséquence, il est demandé au conseil municipal de rapporter les délibérations n° DCM 26 04 024 et n° DCM 26 04 025.

M. DAMERVAL - Juste pour préciser qu'il ne nous était pas demandé de fournir des listes de titulaires et de suppléants donc nous avons fourni des listes comme il nous était demandé ce qui paraissait assez logique.

MME LE MAIRE - De toute manière elle repasse et vous allez refournir les listes. C'est par rapport à vos questions futures. Vous voyez on est bien contrôlé.

MME BOUBY – Excusez-moi, petite question technique. Il faut les renvoyer encore en lettre recommandée ?

MME LE MAIRE - Il faut les renvoyer ? Oui, je suis désolée. C'est la délibération d'après. Je vous la lis et puis ça explique toute la procédure. Donc on fait comme il faut et on renvoi.

M. DAMERVAL - Parce que je ne peux pas laisser passer ce que vous avez dit le contrôle de légalité et d'opportunité pour un préfet. Alors là on est sur un cadre extrêmement strict qui est celui de l'assemblée. Mais ne venez pas nous dire après que parce que le contrôle de légalité n'est pas passé que ça veut dire que la délibération est légale.

Le préfet peut laisser passer une délibération qui n'est pas légale s'il estime que ça n'emporte pas d'intérêt général supérieur mais je préfère que ce soit précisé parce que le contrôle de légalité étant d'opportunité, voilà

MME LE MAIRE - Vous avez toujours les termes très précis.

Approuvée à la majorité des suffrages exprimés
Pour : 37
Abstention : 2 (M. FOURNIER, Mme DI MAMBRO représentée par M. FOURNIER)
Contre : 0

DCM 26-04-067 Modalités de dépôt des listes en vue de la constitution de la Commission d'Appel d'Offres (CAO) et de la Commission de Délégation de Service Public (CDSP)

MME LE MAIRE - La présente délibération a pour objet de fixer les modalités de dépôt des listes en vue de la constitution de la Commission d'Appel d'Offres (C.A.O.) et de la Commission de Délégation de Service Public (CDSP).

Il est précisé ci-dessous le nombre de représentants au sein de ces deux commissions et les modes de scrutin.

1. La Commission d'Appel d'Offres (C.A.O.) :

Dans les communes de plus de 3 500 habitants, la Commission d'Appel d'Offres est composée :

- du Maire, qui est Président de droit,
- **de 5 membres titulaires et 5 membres suppléants** élus au sein du Conseil Municipal **à la représentation proportionnelle au plus fort reste.**

L'élection des membres titulaires et suppléants à lieu **selon un scrutin de liste, sans panachage, ni vote préférentiel.**

Les listes peuvent comprendre moins de noms qu'il n'y a de sièges de titulaires et de suppléants à pourvoir.

En cas d'égalité de restes, le siège revient à la liste qui a obtenu le plus grand nombre de suffrages.

En cas d'égalité de suffrages, le siège est attribué au plus âgé des candidats susceptibles d'être proclamés élus.

2. La Commission de Délégation de Service Public
   Les collectivités territoriales peuvent confier la gestion d'un service public dont elles ont la responsabilité à un ou plusieurs opérateurs économiques par une convention de délégation de service public.

Compte-tenu du renouvellement intégral du Conseil Municipal, il convient d'élire les membres de la commission de délégation de service public.

La commission est composée dans les communes de 3 500 habitants et plus par :

- Le Maire, Président de droit,
- **5 membres titulaires,**

- **5 membres suppléants.**

Les membres titulaires et suppléants sont élus au sein du Conseil Municipal **au scrutin de liste à la représentation proportionnelle au plus fort reste, sans panachage, ni vote préférentiel.**

Pour rappel, la commission analyse les dossiers de candidature et dresse la liste des candidats admis à présenter une offre après examen de leurs garanties professionnelles et financières, de leur respect de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés prévue aux articles L. 5212-1 à L. 5212-4 du code du travail et de leur aptitude à assurer la continuité du service public et l'égalité des usagers devant le service public.

Il est proposé au conseil municipal de :

⇒ Fixer les modalités de dépôt de listes en vue de la constitution de la Commission d'Appel d'offres (C.A.O.) et de la Commission de Délégation de Service Public (CDSP), ainsi qu'il suit :

⇒ Les listes seront déposées contre récépissé ou adressées par lettre recommandée avec accusé de réception en mairie à l'attention du Maire – Mairie de Draveil, 3 avenue de Villiers BP 50 91211 Draveil Cedex – au plus tard le 11 mai à 12 heures.

⇒ Les listes devront indiquer pour chaque commission **les noms et prénoms** des candidats aux postes de **titulaires et de suppléants**.

Donc nous attendons effectivement ces listes.

Approuvée à la majorité des suffrages exprimés
Pour : 37
Abstention : 2 (M. FOURNIER, Mme DI MAMBRO représentée par M. FOURNIER)
Contre : 0

DCM 26-04-068 Désignation d'un représentant titulaire et d'un représentant suppléant au Syndicat Mixte Ouvert Essonne Numérique

MME LE MAIRE - Le Syndicat Mixte Ouvert Essonne Numérique propose de nouveaux services numériques.

Conformément à l'adhésion de la Commune à la compétence « Développement des usages et des services numériques » du Syndicat Mixte Ouvert Essonne Numérique, il appartient au conseil municipal de désigner un représentant titulaire et un suppléant.

Il est donc demandé au Conseil municipal de désigner un représentant titulaire et un représentant suppléant de la Commune au sein du Syndicat Mixte Ouvert Essonne Numérique.

Donc je propose en titulaire monsieur Emad ZAKY ABDOU et en suppléant monsieur Christophe CHARDEY.

Approuvée à la majorité des suffrages exprimés

Pour : 26
Abstention : 0
Contre : 13 (M. DAMERVAL, Mme BLOSER, M. ALGRE, Mme BELLAY, M. MAHEO, Mme GARAH, Mme DESBOIS-BOUBY, M. GUIN représenté par Mme DESBOIS-BOUBY, Mme VIC, Mme TILLY, M. BATTESTI représenté par Mme TILLY, M. FOURNIER, Mme DI MAMBRO représentée par M. FOURNIER)

DCM 26-04-069 Motion du groupe « Draveil en commun » relative à l'avenir de la piscine Caneton et à la politique aquatique communautaire

Je demande à une personne du groupe " Draveil en commun " de lire la motion qui a été transmise relative à l'avenir de la piscine Caneton et à la politique aquatique Communautaire.

M. DAMERVAL - Le Conseil municipal de Draveil,

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu la compétence « équipements aquatiques » exercée par la Communauté d'agglomération Val d'Yerres Val de Seine (CAVYVS),

Vu les déclarations publiques du Président de la CAVYVS indiquant que la piscine Caneton serait « en fin de vie »,

Considérant que :

- la CAVYVS exerce pleinement la compétence en matière d'équipements aquatiques et qu'à ce titre, elle est responsable de leur entretien, de leur rénovation et de leur programmation stratégique ;
- les choix d'investissement opérés ces dernières années par la CAVYVS interrogent quant à leur cohérence, certains équipements ayant fait l'objet d'investissements importants sans répondre pleinement aux besoins de proximité, au détriment d'équipements structurants du quotidien comme la piscine Caneton ;
- la Ville de Draveil a accumulé un retard significatif dans le développement des énergies renouvelables et dans la recherche d'une véritable indépendance énergétique, notamment en matière de géothermie, retard qui impacte aujourd'hui directement les coûts de fonctionnement et les capacités de rénovation des équipements publics ;
- la piscine Caneton constitue un équipement sportif de proximité essentiel, implantée dans un quartier populaire, avec une vocation profondément différente de celle d'un centre aquatique à rayonnement intercommunal tel qu'Aqua Sénart ;
- près de 3 000 enfants y apprennent chaque année à nager, en particulier les élèves des écoles et des collèges, participant ainsi à une mission fondamentale de service public et de sécurité ;
- cet équipement accueille également des usages structurants pour le territoire : • le club de natation, • le club de plongée, • des activités d'aquagym, notamment à destination des seniors, contribuant au maintien de l'autonomie et à la santé publique ;
- la remise en cause de cet équipement, sans alternative claire et opérationnelle, ferait peser un risque majeur sur l'accès au sport, à l'apprentissage de la natation et à la cohésion sociale sur le territoire ;

Le Conseil municipal :

Exprime sa vive inquiétude quant aux déclarations laissant entendre une fermeture ou un abandon de la piscine Caneton sans projet structuré de remplacement ;

Rappelle que la politique aquatique communautaire doit garantir un équilibre entre équipements de rayonnement et équipements de proximité, indispensables à la vie quotidienne des habitants ;

Demande au Président de la CAVYVS :
- de préciser sans délai l'état réel de l'équipement et les diagnostics techniques disponibles ;
- de présenter un plan pluriannuel d'investissement clair et financé pour la rénovation ou la reconstruction de la piscine Caneton ;
- d'intégrer pleinement les enjeux énergétiques, notamment le recours à la géothermie et aux énergies renouvelables, afin de garantir la soutenabilité financière et environnementale de l'équipement ;

Exige que toute décision relative à l'avenir de la piscine Caneton fasse l'objet :
- d'une concertation avec les communes concernées,
- d'une association des usagers (écoles, associations, clubs),
- et d'un débat public transparent ;

Affirme son attachement au maintien d'un équipement aquatique de proximité à Draveil, accessible à toutes et tous ;

Mandate Madame la Maire pour transmettre la présente motion au Président de la CAVYVS ainsi qu'aux membres du conseil communautaire.

MME LE MAIRE – Je vous remercie.

Alors si moi, j'ai du « jourdanneaulisme », comme vous dites, vous, vous êtes vraiment atteint de sinistrose et vous avez sauté sur une déclaration qui a été effectivement prononcé d'une piscine en fin de vie.

Mais en fait je vais vous dire une chose. Moi, j'ai appris à nager dans cette piscine. Alors vous vous imaginez bien - j'espère que je ne suis pas en fin de vie - mais vous imaginez bien qu'un équipement municipal, lui il a peut-être du mal à évoluer techniquement au bout de 50 ans.

Alors, c'était moins de 50 ans, d'accord c'est peut-être que 40. Mais franchement, effectivement l'alerte du président n'a jamais été de dire que les piscines allaient fermer. L'alerte du président était de dire qu'il y a trois piscines qui sont techniquement complètement obsolètes. Elles sont en fin de vie.

Je sais que vous vous allez sauter sur chaque point qui sera délectable sur Facebook c'est votre spécialité. Et puis vous spécialisez aussi sur les fermetures de piscine. Ça, vous aimez bien. On voit bien que vous vous délectez de tout cela. Les journalistes aussi au passage. Nous connaissons votre attachement à la presse.

Donc bah vous voulez faire croire encore une fois que les équipements vont fermer. Vous allez faire peur aux draveillois. Vous avez exprimé un tas de choses réelles et un tas de choses ceci dit où nous adhérons parce qu'effectivement la piscine des Canetons, elle est très importante, elle l'accueille des enfants. Elle accueille l'apprentissage de la natation c'est important. C'est même primordial puisque c'est la première cause de décès des jeunes enfants en France les noyades. Donc, effectivement la Ville de Draveil met à disposition des bus pour emmener les enfants apprendre à nager.

On est d'accord sur plein de choses. On est d'accord sur l'utilité d'accueillir les associations. On est d'accord sur l'utilité d'accueillir n'importe quelle personne qui voudrait nager entre midi et deux. Effectivement vous avez quelques points qui sont des points qui sont importants à souligner. Oui la piscine des Canetons, elle accepte aussi les associations.

Voilà. Et on est d'accord que la piscine Aqua Sénart qui est une piscine intercommunale n'a pas cette vocation. Elle a plutôt une vocation intercommunale commerciale, d'accessibilité sur d'autres domaines.

On est tout à fait d'accord sur le constat, tout le monde aime la piscine Caneton et moi aussi qui est failli m'y noyer, j'ai pourtant un attachement de cœur dans cette piscine puisque finalement j'ai quand même réussi à apprendre à nager puisque je suis là ce soir.

Donc effectivement vous voulez faire croire à la population que tout serait décidé d'avance. Et bien non ça ce n'est pas bien. Vous voulez faire peur encore aux familles, aux scolaires, aux associations sportives. Non tout cela n'est pas responsable.

Il a été dit et en fait vous ne reprenez pas tous les propos du Président du Département mais bon c'est le jeu. En fait ce qui a été dit c'est qu'il allait être dessiné le schéma de l'agglo sur tous les points aquatiques. En fait sur l'agglo vous savez combien nous sommes, vous savez combien on a de piscines sur l'agglo, donc effectivement on est quand même un territoire super bien doté.

Maintenant, ce n'est pas parce qu'on est très bien doté que l'on doit fermer les équipements on est d'accord on veut tous garder notre piscine il n'en a jamais été question en fait. Et pour preuve parce que du coup quand vous lancez quelque chose, je me documente et donc nous avons 135 000 euros d'investis cette année d'entretien parce qu'effectivement une piscine qu'on veut fermer, on n'y met pas 135 000 euros. Et par contre, on s'aperçoit que, effectivement parce que c'est un matériel vieillissant il nécessite de l'entretien permanent et nous sommes toujours là pour - alors je dis nous - bah non c'est l'agglo puisque, effectivement c'est une compétence agglo. L'agglo investit et j'ai là le tableau ligne par ligne que j'ai demandée pour savoir si effectivement cette piscine était bien entretenue. A chaque fois qu'il y a eu une sollicitation et bien les travaux ont été effectués.

Donc 135 000 euros investis pour l'entretien de cet équipement, c'est une preuve concrète de la volonté de l'agglo de maintenir cette piscine en fonctionnement de garantir l'accueil du public, des scolaires, des associations. Et quand une collectivité veut fermer un équipement, et bien non elle ne va pas investir donc c'est la première preuve que je peux vous proposer.

Maintenant effectivement l'obsolescence technique est croissante. Nous allons faire ce qu'il faut nous à l'agglo. Et vous en faites partie donc vous serez aussi lié à tout ce qui va s'y passer puisque nous allons présenter ce schéma et le territoire est quand même doté de très belles piscines et il va falloir maintenant effectivement les raccorder à la géothermie c'est l'objectif, on est tous d'accord. La première étant l'Aqua

Sénart puisqu'elle est sur le schéma géothermie et on reviendra encore une fois et je pense de nombreuses fois sur tous nos débats et nous espérons donc ensuite elle descende et elle descend jusqu'aux Mazières et elle fera aussi les Canetons, ne vous inquiétez pas. J'espère que nous serons là vous et moi pour pouvoir approuver encore une fois ce beau parcours géothermique jusqu'à la piscine en action donc on propose bien sûr le vote de cette motion.

Rejetée à la majorité des suffrages exprimés

Pour : 11 (M. DAMERVAL, Mme BLOSER, M. ALGRE, Mme BELLAY, M. MAHEO, Mme GARAH, Mme DESBOIS-BOUBY, M. GUIN représenté par Mme DESBOIS-BOUBY, Mme VIC, Mme TILLY, M. BATTESTI représenté par Mme TILLY)
Abstention : 0

Contre : 28 (Mme JOURDANNEAU-FORT, M. ROUSSET, Mme HIDRI, M. KALKIAS, Mme CHEVEREAU, M. PAQUET, M. CHARDEY, Mme DUSSAUD, M. DAFI, Mme BOUILLOT, M. ZAKY ABDOU, Mme MATSA, M. MABROUK, Mme PAYEUR, M. ARFI, Mme TZAREWSKY, M. SAINT-JULIEN, Mme RABESON, Mme BEGUIN, M. GUALA, Mme ABDELLI, M. ROBERT, Mme TRICOT, M. TORES, Mme DONCARLI représentée par Mme JOURDANNEAU-FORT, M. HADZIC représenté par M. ROUSSET, M. FOURNIER, Mme DI MAMBRO représentée par M. FOURNIER)

Mme LE MAIRE – On va passer aux questions.

. ***4 questions du groupe « Draveil en commun » :***

<u>Question 1</u> : Cartographie des risques anticorruption.

Madame la Maire,

La fermeture récente de la poissonnerie de notre commune, dans un contexte évoquant des malversations, suscite de nombreuses interrogations.

Je souhaite, à ce titre, vous interroger sur plusieurs points.

S'agissant d'abord des conditions d'installation de ce commerce : la Ville de Draveil a-t-elle accompagné, soutenu ou facilité cette implantation, directement ou indirectement pendant la période électorale ? Si tel est le cas, selon quels critères cette installation a-t-elle été instruite et validée ?

Par ailleurs, quelles vérifications ont été réalisées en amont, notamment pour identifier le bénéficiaire effectif de cette activité ? Des diligences particulières ont-elles été conduites en matière de transparence, de solidité financière ou d'antécédents ?

Au-delà de ce cas, cette situation pose plus largement la question de la prévention des atteintes à la probité au sein de notre collectivité.

Les risques sont connus et documentés : corruption, trafic d'influence, prise illégale d'intérêts, favoritisme dans l'attribution de décisions publiques, détournement de fonds ou encore conflits d'intérêts.

Dans ce contexte, pouvez-vous nous préciser comment, en ce début de mandat, vous avez structuré l'action de la collectivité pour prévenir ces risques ?

La Ville dispose-t-elle d'une cartographie des risques, notamment sur les secteurs sensibles que sont les autorisations d'occupation, les relations avec les commerçants, les subventions ou la commande publique ?

Quelles procédures de contrôle interne ont été mises en place ? Les élus ont-ils fait l'objet d'actions de sensibilisation ou de formation ?

Enfin, un dispositif d'alerte interne existe-t-il, permettant de signaler des situations potentiellement contraires

aux règles de probité, dans des conditions garantissant la confidentialité et la protection des lanceurs d'alerte ?

MME LE MAIRE - Alors je vais commencer quand même par le premier chapitre sur la fermeture récente de la poissonnerie.

Alors je vais vous rappeler en fait que c'est un bail privé d'un propriétaire privé monsieur B. F., on ne nomme pas. Ils ont fait leurs affaires ensemble. Je ne suis même pas sûre que le bail ai été signé. Je ne sais pas, nous ne savons pas. Nous n'avons pas été alerté. Nous n'avons pas été informés. Il n'y avait pas de travaux non plus dedans. Ils sont rentrés un matin. Ils ont passé un coup de nettoyage et ils ont ouvert, si vous vous en souvenez. Il n'y a pas eu d'enquête, pas de contrôle. On est sur du domaine privé privé. Il ne s'est rien passé à notre niveau ce qui s'est passé.

Ce qui s'est passé ensuite, puisque c'est ce que à quoi vous faites allusion, c'est du ressort de la Police Nationale. La personne a été suspendue de ses fonctions, on va dire sur un laps de temps plutôt au long.

Il a été empêché, voilà, le terme vous l'aimez bien allez on va le reprendre. Il lui va bien. Il est empêché sur un septennat. Nous le déplorons tous parce que, effectivement une poissonnerie c'est formidable.

Je rappelle qu'on a quand même deux poissonneries sur la halle le jeudi et le dimanche. On a une nouvelle poissonnerie qui va arriver en plus dans la halle avec dégustation d'huîtres et de vin blanc au passage parce que j'aimerais que cette halle puisse devenir comme une halle Bocuse, un beau moment de convivialité. Ça c'est du domaine de la Ville.

Maintenant le domaine privé, malheureusement nous n'y avons pas accès.

Et alors là, vous enchaînez sur la probité. Je me suis documentée, bien évidemment. Et puis on a regardé ce que l'on fait et effectivement il y a un magnifique rapport, je vous propose de vous envoyer le lien, c'est devenu ma Bible. Vous vous imaginez bien que je dors et je vis et je l'apprendrai par cœur d'ici la fin du mandat. Et donc c'est le rapport du guide pratique des élus bloc communal pour mieux gérer les risques d'atteinte à la probité extraordinaire avec un magnifique schéma.

Effectivement, on s'est dit, est-ce qu'on est bien ? Est-ce qu'on est bien ?

Bah écoutez effectivement par exemple vous avez plusieurs chapitres : commande publique, passation de marché, urbanisme, ressources humaines, recrutement, subventions aux associations, vous avez tout nommé de toute manière c'était exhaustif. Vous avez un bon point.

Vous voyez par exemple, on a voté le déontologue la dernière fois. Vous ne vous souvenez pas ? Non mais vous ne vous souvenez pas en fait dans tout ce schéma on doit voter des choses, on doit mettre en application des choses. Nous, la première chose que l'on a fait il y a deux semaines, on a voté un déontologue. Est-ce que vous avez voté ? Non, vous n'avez pas voté. Vous n'avez pas pris part au vote.

En fait, au bout d'un moment on se dit déjà la première mention ratée. Après, qu'est-ce qu'on fait ? On n'est pas en roue libre vous l'avez dit tout à l'heure, non non non.

Les syndicats ça vous parle ? Les syndicats ils sont là, ils sont présents et on avance aussi avec eux.On a fait plein de choses. Alors je ne suis pas titulaire et dépositaire de tout ce qui a été fait sur le précédent mandat mais cette chose-là a été suffisamment extraordinaire pour être soulignée. Le dialogue avec les syndicats était quand même rétabli et ça c'est important.

Nous avons le trésorier payeur, c'est lui qui paye hein, ce n'est pas nous qui signons les petits chèques comme on veut.

Nous avons le contrôle de la légalité à Préfecture. Vous savez c'est la personne qui est là tout le temps quand on fait les appels d'offres et donc elle vient contrôler et donc c'est une personne vraiment assidue à tous les appels d'offres et elle a l'habitude maintenant de venir à Draveil. Je pense que le café il est bon et

nous sommes très heureux de l'avoir avec nous puisqu'elle peut attester du fait de la légalité de la décision des appels d'offres.

Pour les appels d'offres, qu'est-ce qu'on fait ? On a aussi des maîtrises. Alors nous avons les élus. Vous avez tous en tant qu'élu, d'ailleurs je le rappelle, et tout le monde, le droit individuel à la formation. Donc on va tous suivre des cours sur la probité. Ça peut être aussi très sympa.

Et puis après, qu'est-ce qu'on va faire ? Il y a plein de choses à faire. La Charte de l'élu local, c'est un peu théorique mais on l'a lu. Et puis après on se dit quoi ? On se dit que l'on ne va pas faire travailler les enfants des élus. Bon très bien, ça, c'est fait. Il n'y a personne qui fait travailler ses enfants dans cette ville.

Et puis on ne va pas acheter des lots d'urbanisme et demander à ce que le PLU soit changé pour financer des lots arrière ou financer des opérations de promotion immobilière. Tout ça on ne va pas le faire parce qu'on a dit que nous serions intègre, on a dit que nous serions transparents et tout cela vous voyez toutes ces petites fiches là ? Moi je les ai toutes lues et nous allons nous y tenir. Voilà. Et je sais que nous allons pouvoir compter sur vous pour surveiller la probité de toutes nos actions.

Je ne m'achèterai pas de chaussures. Promis aussi. Anne BLOSER, je serais très raisonnable vous allez voir ça va bien se passer.

<u>Question 2</u> : Transports et circulation à Draveil

M. ALGRE – Bonjour madame la Maire,

Depuis plusieurs mois, les habitantes et habitants de Draveil constatent une dégradation continue de leurs conditions de déplacement.

Aux heures de pointe, la circulation devient de plus en plus difficile sur les axes structurants, notamment les routes départementales et leurs carrefours, en particulier au carrefour Danton. Cette situation est aujourd'hui aggravée par les reports de trafic liés aux travaux en cours sur le boulevard du Général de Gaulle, sans qu'une solution globale et anticipée n'ait été clairement présentée.

Dans le même temps, les alternatives en transports en commun apparaissent insuffisantes et parfois dégradées. Les réorganisations intervenues en mars 2025, sous l'autorité d'Île-de-France Mobilités présidée par Valérie Pécresse et avec la participation de François Durovray, ont désorganisé plusieurs lignes de bus, réduisant la lisibilité et la fiabilité du réseau pour les usagers.

Par ailleurs, le débranchement du RER D sur sa partie sud prive une partie des habitants – notamment au sud de la commune et dans les quartiers comme Champrosay – d'un accès direct à Paris, renforçant la dépendance à la voiture.

À cela s'ajoutent des retards persistants sur des projets structurants, comme le prolongement du Tramway T7 vers Juvisy et les zones d'emploi d'Orly et de Rungis, pourtant essentiels pour désenclaver notre territoire et offrir des alternatives crédibles à la voiture.

Enfin, les travaux annoncés interrogent sur leur cohérence globale :

- plusieurs mois de travaux sur le boulevard du Général de Gaulle,
- suivis de plusieurs années de chantier sur le pont franchissant la Seine, emprunté chaque jour par environ 25 000 véhicules,
- puis une requalification ultérieure du boulevard.

Cette succession d'opérations, sans vision d'ensemble clairement coordonnée, fait craindre une dégradation durable des conditions de circulation et des surcoûts pour la collectivité.

Dans ce contexte, ma question est simple :

Quelle stratégie globale de mobilité portez-vous pour Draveil, à court et moyen terme, afin de réduire la congestion, sécuriser les déplacements – notamment aux abords des établissements scolaires – et surtout offrir de véritables alternatives à la voiture, en lien avec les acteurs régionaux et départementaux ?

Et plus précisément :

Quelles actions concrètes comptez-vous engager pour rétablir une offre de transport en commun fiable, anticiper les impacts des travaux à venir, et défendre les intérêts des Draveillois auprès des autorités organisatrices de la mobilité ?

MME LE MAIRE - Donc c'est une question assez récurrente et effectivement depuis la dernière fois on n'a pas tout solutionné.

Alors les travaux de Gaulle ça fait 3 ans. En fait, c'est un énorme travail d'acheminement de l'eau pour toute la ville. Ce sont des travaux qui avaient été planifiés sur plusieurs tranches. Nous sommes la troisième tranche, ce ne sont pas des travaux qui ont apparues. Ils ont été planifiés, donc ça fait 3 ans.

Donc oui ils génèrent de l'irritation mais cependant les boucles ont été créées. Effectivement quand on prend les boucles en sens inverse ça ne se passe toujours pas très bien. Ça bloque la circulation, il faut le dire. On a installé des boucles qui fonctionnent et puis il y a des gens qui sont trop pressés et on leur dit interdit sauf riverains, ils y vont quand même. Ça crée des frictions. Donc les services de la ville, on y a été vraiment quotidiennement au départ parce que, effectivement il fallait protéger les commerçants.

On a créé des zones de parking de stationnement devant chez eux pour qu'ils puissent continuer leur activité. Quand on met un panneau « sauf riverains », s'il était respecté, le civisme ce serait quand même plus sympa.

Vous avez effectivement plein de thèmes. Effectivement on voit bien les bus, on l'a déjà dit la dernière fois, je leur dis cette fois-ci, la DSP 2028 est en cours évidemment. On n'attendra pas 2028 pour améliorer. On a déjà rétabli les lignes qui vont surtout le centre de Draveil puisque certaines lignes n'avaient pas été prises en compte et je suis d'accord.

On est en train de rétablir une ligne avec plus de bus Draveil-Draveil parce qu'on est d'accord que la 4116 est saturé quand elle arrive chez nous. Tout ça, on l'a déjà dit il y a deux semaines, je le redis quand même parce que, effectivement on est une boîte d'enregistrement et je ne voudrais pas que l'on dise qu'on ne répond pas à toutes vos questions.

Le RER D, j'en suis la première désolée parce que j'habite à côté de Ris-Orangis, j'aurais pu prendre la gare de Ris-Orangis qui mettait bien pratique à Champrosay et que en fait c'est un problème. Ils appellent ça le saute-mouton en fait puisque vous avez le problème avec Bercy et cetera, c'est ce qu'on va évoquer.

En tout cas ça peut marcher quand même. On est dessus effectivement on essaye d'appuyer. Je vous avais dit il y a deux semaines et c'est toujours vrai, j'ai reçu EDF, j'ai reçu l'agglo.

On est en évaluation hebdomadaire pour trouver des solutions d'ores et déjà. On a un problème avec KEOLIS, l'absence de bus parce qu'il y a des chauffeurs qui manquent à l'appel le matin, il y en a toujours 9 ou 10.

Effectivement tous ces problèmes on les connaît et on essaye de trouver des solutions.

Certaines choses ont été quasiment actées comme le renforcement de la ligne 4116 parce que, effectivement quand les lignes ont été rallongées et qu'elles arrivent à Draveil pleines, ça ne peut pas être une solution.

Un arrêt de bus central aux Mazières également aussi a été réenvisagé puisque l'arrêt Ferdinand Buisson est trop loin pour ceux qui habitent tout au fond des Mazières.

On entend toutes les doléances et on les mettra vraiment à exécution.

On essaye d'être au plus proche et puis dans votre page de questions pouf une petite ligne c'est glissée et puis une requalification ultérieure du boulevard parce que je vous reconnais bien là et je reconnais bien votre fine plume. Si je n'avais pas vu cette petite ligne et hop, demain on aurait eu un petit post Facebook et peut-être même ce soir pour dire : « vous avez vu, elle n'a pas dit qu'il n'y aurait pas de piste cyclable sur boulevard général de Gaulle. Elle va nous faire un truc énorme. Attention draveillois, vous allez voir, vous ne pourrez plus rouler vous allez voir ça va être dramatique ».

Monsieur DAMERVAL je vous connais, même si ce n'est pas vous qui lisez, je reconnais votre plume.

Et bien non le boulevard du Général de Gaulle restera fluide puisque nous avons fait le pont et l'encorbellement et donc tout ce que nous mettons en œuvre. Nous le ferons pour que tout le monde puisse rouler à vélo ou en voiture et nous n'opposerons pas les moyens de transport.

Je rappelle les bus électriques en 2030, c'est une promesse. J'espère que les fabricants de bus tiendront parce que en tout cas les commandes sont passées. Je rappelle que le Centre des Bergeries qui devait être au gaz, nous avions refusé. Il passe en électrique que Madame DONCARLI, qui n'est pas là ce soir, vous dira la prochaine fois les nouveautés qui ont été faites sur ce point effectivement pour d'ores et déjà mettre toutes les bornes bus recharge électrique.

Voilà, donc effectivement c'est un programme massif engagé pour l'amélioration, Draveil n'a pas de gare.

Les bus sont un moyen de locomotion et je vous le réaffirme et je suis d'accord avec vous essentiel pour la ville. Les modifications faites ne conviennent pas, n'ont pas convenu, ne conviendront pas tant qu'elles ne seront pas rétablies en nombre de bus, en fiabilité horaire et en fréquence. Là-dessus, nous nous rejoignons mais je l'ai déjà dit il y a deux semaines. Je vous le redis et je vous le redirai peut-être au prochain conseil municipal. Je ne me lacerai pas ! Je ne me lacerai pas !

<u>Question 3</u> : Jumelage

M. MAHEO - Madame la Maire,

La politique de jumelage de notre commune constitue un héritage précieux, à la fois historique, culturel et profondément humain. Elle s'est construite au fil des décennies avec des villes comme Oberkirch, Hove, Esmoriz, Păltinoasa ou encore Sandaré, dans des contextes parfois très forts, qu'il s'agisse de solidarité internationale ou de construction européenne.

Or, l'une de vos premières décisions a été de retirer la subvention à Păltinoasa, mettant ainsi un terme à une relation née en 1989 dans un contexte historique majeur. Par ailleurs, chacun comprend que les liens avec Sandaré sont aujourd'hui contraints par un contexte diplomatique qui dépasse notre collectivité.

Dans ce cadre, plusieurs interrogations se posent quant à votre vision et à votre ambition :

Quelle stratégie entendez-vous désormais porter en matière de jumelage et de coopération internationale pour notre ville ?

Souhaitez-vous maintenir, relancer ou redéfinir ces partenariats historiques, notamment européens ?

Plus précisément, alors que les enjeux de mobilité, d'ouverture culturelle et d'insertion professionnelle des jeunes sont majeurs, envisagez-vous de développer des coopérations renforcées en direction de la jeunesse, par exemple avec Hove ou d'autres villes européennes, autour d'échanges scolaires, de formations, ou de projets communs ?

Enfin, au-delà de la gestion de l'existant, quelle ambition européenne souhaitez-vous incarner pour Draveil dans ce nouveau mandat ?

MME LE MAIRE- Alors une ambition européenne pour Draveil. Si déjà Draveil va bien, j'en serais heureuse.

Que l'Europe aille bien autour de Draveil, ça ne me concerne pas tellement. Je ne suis pas sûr que les draveillois attendent cela.

Par contre, on va reprendre le truc. Păltinoasa n'a pas demandé de dossiers de subvention et donc il n'a pas eu de subventions. Ce n'est pas pour autant qu'ils n'ont pas été invités à Noël. Ils ne sont pas venus parce qu'ils ont eu un décès la veille de leur départ en avion. Ils étaient invités et nous avons payé. Nous les invitions en délégation. Donc non Păltinoasa n'est pas exclue des jumelages.

J'ai fait partie de la création de Păltinoasa avec Monsieur Baudouin qui était mon voisin à l'époque avec le premier mariage où nous avons assisté entre un draveillois et une personne de Păltinoasa. Alors, Păltinoasa je le porte dans mon cœur et je regrette qu'ils n'aient pas pu venir à Noël. C'était un moment très sympathique. Nous les attendions et nous avons reproposé une autre date à leur convenance.

Păltinoasa n'est pas une association qui n'aura pas d'accueil à Draveil.

Hove, il y a des séjours à Hove avec Delacroix en fait. Ça dépend de chacun les projets pédagogiques. On ne va pas tout mélanger. Delacroix-Hove, ils font des projets, ils ont un lien. Vous parlez de séjours avec les enfants ? Delacroix, il fait Hove.

Păltinoasa, j'ai répondu.

Vous avez ensuite le jumelage Allemagne. Ils reviennent de la semaine dernière, alors je ne sais pas s'il y en a. Il y en a qui hoche la tête dans le public. Merci d'ailleurs au public d'être là, le jumelage allemand va très bien. Je parle couramment allemand. Je m'entretiens régulièrement avec le maire d'Allemagne et c'est des relations très amicales. Nous avons assisté avec Monsieur ROUSSET d'ailleurs, à sa prise de fonction, il y a je crois deux ou trois ans.

Pour vous dire aussi une chose, pourquoi Hove le lien est peut-être moins récurrent et profond, peut-être que vous ne le savez pas et donc je vais vous l'apprendre. Les maires en Angleterre, ils changent tous les ans donc effectivement ça va très vite et on n'a pas le temps de tisser des liens pérennes comme avec le maire d'Allemagne qui est lui là pour plusieurs années. Bon je parle anglais aussi, ça aurait pu se faire mais bon l'Allemagne étant avec un jumelage de Draveil et aussi très actif, du coup il se passe peut-être plus de choses avec l'Allemagne. Mais c'est aussi dans la structure des associations que nous soutenons.

Après, pour le Portugal. Esmoriz, je vous apprends une bonne nouvelle parce que mon voisin au département c'est monsieur Paolo de CARVALHO, Maire de Dourdan que vous connaissez peut-être. Ses parents sont à Esmoriz et on s'était justement dit qu'on allait faire plein de choses ensemble. Donc on a un beau projet pour Esmoriz mais le problème c'est qu'à Draveil et je lance un appel, on voudrait une association de portugais. On n'en a pas.

MME BOUBY- On en a une.

MME LE MAIRE – Et bien, qu'ils viennent me voir, qu'ils viennent me dire effectivement, des draveillois de Draveil, pas des villes aux alentours et avec plaisir on organisera des choses parce que voilà moi-même je suis ouverte sur la Méditerranée.

MME BOUBY – Il y a une association Esmoriz. Elle existe. Elle a envoyé les statuts à Dimitri il y a à peu près 6 mois ou voir un peu plus.

MME LE MAIRE - Mais elle n'a pas d'activité. La personne en fait convoquée au conseil d'administration ne vient jamais. Madame DUSSAUD qui était en charge du jumelage vient de répondre. Mais avec grand plaisir si l'association devient active et bien on les soutiendra et avec grand plaisir et j'apprendrai le Portugais si ça peut vous faire plaisir. On est plus à ça près.

<u>Question 4</u> : Continuité du service de l'eau : situation aux Haies Saint-Rémy

MME GARAH - Madame la Maire,

Depuis plusieurs jours, des habitants de la tour des Haies Saint-Rémy signalent une baisse importante de pression d'eau, voire des coupures, sans information claire sur les causes ni sur les délais de rétablissement, et sans réponse des opérateurs. Ce phénomène ne semble d'ailleurs pas limité à ce seul secteur.

Pouvez-vous nous indiquer précisément l'origine de ces dysfonctionnements, les mesures mises en œuvre pour y remédier, ainsi que le calendrier prévisionnel de retour à une situation normale ?

Par ailleurs, quelles dispositions la commune compte-t-elle prendre pour garantir une information transparente, régulière et accessible aux habitants concernés ?

MME LE MAIRE – Je vais passer la parole à madame BEGUIN qui est bien concernée par le sujet et qui le connaît bien.

MME BEGUIN - Merci madame le Maire, merci madame pour votre question.

Effectivement je vous remercie pour votre question concernant les difficultés d'approvisionnement en eau sur le secteur des Haies Saint-Rémy.

Donc il faut savoir que depuis le signalement de ces incidents moi je suis personnellement en contact étroit et régulier avec les riverains qui sont concernés, notamment les habitants de la tour Saint-Rémy qui me font des retours réguliers sur les niveaux de pression.

Ils peuvent me joindre sept jours sur 7, c'est ce qu'on fait depuis le début des problèmes même le dimanche ils peuvent me contacter et j'interviens auprès des services concernés.

J'ai également pris l'initiative de contacter ces conseils syndicaux pour les résidences les plus impactées afin de suivre précisément l'évolution de la situation, vérifier les niveaux de pression.

Moi, j'ai des personnes au téléphone et je leur demande d'aller au robinet vérifier la pression.

Par ailleurs, donc les services de la mairie sont pleinement mobilisés et travaillent en lien constant avec les services de la SAUR. Je pense qu'on peut les remercier par cette occasion pour leur dévouement et leur professionnalisme parce qu'ils interviennent également sept jours sur 7, 24 heures sur 24.

Il y a des interventions qui ont d'ores et déjà été réalisées à différents points afin d'ajuster et stabiliser l'alimentation en eau.

Nous restons bien entendu pleinement engagés au côté des habitants et en coordination avec l'ensemble des acteurs concernés. Ceci afin qu'une solution soit apportée dans les meilleurs délais de façon durable et adaptée aussi aux caractères historiques de la tour Saint-Rémy. C'est un problème très particulier au niveau des Haies Saint-Rémy.

Soyez assurés que ce sujet est suivi avec la plus grande attention.

MME LA MAIRE - Et la cause, je vais juste préciser, la cause c'est les travaux de la SAUR, donc elle n'est pas indéterminée la cause.

Et ensuite du fait de l'âge de la tour Saint-Rémy qui avoisine, sûrement celle des piscines Caneton, les tuyaux ne supportent pas de surpression. Donc les solutions techniques qui existent pourrait causer plus de dommages aux résidents du bas de la tour que à ce duo pourrait avoir plus de pression d'eau, compte tenu de l'âge.

MME BEGUIN - Oui effectivement, les canalisations actuelles de la tour Saint-Rémy ne permettent pas de mettre en place ce qu'on appellerait un surpresseur.

Donc il faut qu'on trouve d'autres solutions d'ajustements parce que la mise en place d'un surpresseur apporterait plus justement de problèmes au niveau des canalisations, de rupture des canalisations pour les

riverains qu'une solution vraiment pérenne et utile.

MME LE MAIRE – Et je peux vous assurer que moi aussi, on me donne un relevé précis heure par heure de la situation. Je vois des personnes dans la salle qui se chargent de me faire des relevés ponctuels et je les remercie pour leur compréhension et leur présence et leur assiduité à m'envoyer ces messages.

⇒ ***2 questions du groupe : « Agir pour Draveil »***

<u>Question 1</u> : Barbecues sauvages aux Mazières

M. FOURNIER – Madame le Maire, je remarque lors de mes passages aux Mazières des barbecues sauvages ainsi que des tables avec chaises installées.

Des boissons semblent d'ailleurs offertes autour de ces tables.

Le beau temps arrivant, il est probable qu'il y ait un appel du grand air.

Mais pour autant il apparaît que rien de tout ceci n'est déclaré.

L'espace public n'étant pas un restaurant ni un débit de boissons, j'aimerais savoir, Madame le Maire, ce que vous comptez faire et quand ?

MME LE MAIRE - En fait effectivement l'occupation du domaine public quand il n'est pas autorisé sur un débit de boisson, une vente de sandwichs, de barbecue, donc avec des flammes sur une place non prévue à l'effet. Eh bien, écoutez, cela a donné l'occasion d'appeler la Police Nationale puisque c'est du ressort de la Nationale.

Je vous rappelle que le premier dimanche où il y a eu l'installation, cinq voitures de la Police Nationale sont arrivées, ils ont enlevé le matériel. Ils ont auditionné les personnes. Elles reviennent, elles persistent.

Nous aussi en fait dans nos appels à la Nationale, la ville ne peut pas se substituer à des affaires d'État et là il est clair que nous ne nous lacerons pas non plus d'appeler la Nationale pour qu'elle vienne intervenir régulièrement.

Je pense que les personnes se lasseront avant nous en tout cas.

M. DAMERVAL – Madame la Maire, juste pour rétablir un petit peu la vérité. Vous avez aujourd'hui, des gens qui se mobilisent pour la réouverture des commerces aux Mazières et qui font sous forme d'associations, associations de fait, des manifestations pour leur quartier et pour combattre pour leur quartier, il n'y a rien de marchand, tout ça est bénévole et le travail qu'ils mènent est absolument fondamental parce qu'ils veulent que les commerces dans leur quartier réouvrent et que les gens qui habitent ce quartier puissent travailler dans les commerces de ce quartier.

Et franchement il faudrait plutôt les soutenir que leur envoyer la Nationale.

MME LE MAIRE - Oui. Alors nous aussi on veut remettre de l'ordre et de la motivation à ouvrir des commerces dans ce quartier. Je ne suis pas bien sûr que quand des gens voient des barbecues géants avec des flammes près d'une pharmacie qui attend de voir un repreneur ça motive. On n'a pas la même vision des choses.

Je pense qu'effectivement on vous a vu soutenir ces commerçants. Non, ces personnes et ce groupement.

On n'a pas la même vision de la motivation commerciale. Moi, je pense qu'un marché marchand apportera

beaucoup plus de dynamisme, d'envie de faire dans ce quartier. Je vous rappelle que je suis natif de ce quartier, que je le connais très bien et que moi j'y ai vécu. J'y ai fait mes courses et je veux que, effectivement toutes les cellules réouvrent.

Je peux vous donner un scoop parce qu'on ne le fait pas dans les questions/réponses, mais je vais vous dire quand même. Je reçois la semaine prochaine une personne pour ouvrir, mais je l'ai déjà dit il y a deux semaines. En plus, je répète, fruits et légumes et puis on a notre traiteur asiatique et nous aurons d'autres cellules qui seront prises parce que je suis sûr que le marché marchand redonnera ambition et motivation à des personnes qui sont en volant pour se sédentariser.

Voilà. Merci.

<u>Question 2</u> : **Engagements pour le futur cinéma**.

M. FOURNIER - Madame le Maire, j'ai vu lors de la campagne électorale, votre prédécesseur signer des engagements concernant le futur cinéma.

Pour une fois je serais d'accord avec Monsieur DAMERVAL, ce qui sera très rare à mon avis parce que je l'ai vu faire un post Facebook expliquant qu'il y avait eu beaucoup de d'engagements pris au moment des campagnes électorales, il avait parfaitement raison. C'était d'ailleurs donc je le précise cavalier en période électorale sachant qu'une nouvelle majorité aurait pu remporter la victoire. Alors ce n'était pas vous, certes.

Alors pour éclaircissement, pouvez-vous nous dire quels sont les engagements pris ainsi que le coût supporté par la Mairie de Draveil et aussi par l'agglomération ?

Je vous remercie.

MME LE MAIRE – Alors, ce n'est pas un projet sorti du chapeau. Vous êtes au courant. Certaines personnes d'ailleurs ne voulaient pas le voir sortir effectivement. Mais nous ça nous faisait plaisir de voir sortir un projet en temps et en heure selon l'évolution du dossier. Tout est bien expliqué dans le Parisien.

Vous savez, il y a eu un très bel article où monsieur DAMERVAL d'ailleurs a été cité trois fois mais on ne sait pas trop pourquoi parce que finalement vous n'avez pas participé volontairement à cette ouverture. Vous étiez peut-être même contre.

Donc sur la participation de la ville, on l'a dit on l'a chiffré un million cinq par la ville, l'agglo c'est 700 000.

Alors je reprécise un million cinq ce sont les travaux dans cet espace qui a été curé, il y a eu 300 000 euros de travaux faits par celui qui a déposé le bilan. Nous reprenons l'espace nu, propre.

On y fait un million cinq de travaux. En contrepartie Paris-Jardins nous octroi un bail à construction de 32 ans. Donc nous ne versons pas de loyer bien sûr à Paris-Jardins, c'est la contrepartie.

A cela s'ajoute 700 000 euros pour tout ce qui est technique donc ça c'est l'agglomération qui s'est engagée, qui s'est réengagé, puisque vous étiez là monsieur DAMERVAL, vous l'avez entendu, entre les piscines en fin de vie et le soutien au cinéma, le Président DUROVRAY a réaffirmé que le cinéma allait réouvrir et que l'agglo allait réinvestir la somme de 700 000 euros.

Et ensuite s'ajoute 250 000 euros de la Région et 250 000 euros de la CNC.

A cela, nous avons une réalisation, nous avons le concours architecte qui a été lancé la semaine dernière. Nous avons rencontré un énorme succès. Nous avons à ce jour 99 plis, intentions de répondre en tout cas.

Comme quoi ce projet motive, suscite un réel engouement en tout cas et nous nous en réjouissons moins sûrement dans le tri des dossiers, mais cela sera en tout cas un très beau cinéma. Je rappelle sa capacité 284 places.

Non, nous ne manquons pas d'ambition. Non, nous n'avons pas supprimé des salles inopportunément.

Il faut savoir que nous avons le sens aussi de l'investissement si vous dépassez un certain nombre de personnes en accueil du public. Là on était plus du tout sur les mêmes travaux, normes d'accueil. 284 places avec PMR, c'est ce qui nous permettait de rester dans un cinéma à ambition communale - intercommunale puisque l'agglo participe bien sûr un cinéma intercommunal.

C'est ce qui a fait le choix de deux grandes et belles salles et d'une troisième salle qui a pour intérêt de faire de l'accueil post film, du temps d'échange, des événements qui pourraient être attenants à ce cinéma.

Et on répète bien évidemment que nous aurons un programme art et essai, un programme sûrement en VO aussi puisque ça faisait plaisir à plein de personnes qui nous l'ont demandé, que nous aurons des films qui passent actuellement et qui sont demandés par tous. Nous aurons aussi des événements qui pourront être retransmis comme dans les cinémas où les jeunes attendent ce type de concert ou d'événements. Et puis nous aurons aussi une nuit du court-métrage, des événements qui pourront plaire à plusieurs personnes.

Voilà donc, nous espérons et nous avons hâte.

Le délai, puisqu'il y a le cadencement, tout est expliqué dans le Parisien, vous avez l'attribution du marché qui se fera très certainement en juillet – août, le temps de dépouiller. Le dépouillement, ce sera aux alentours de mai, vous voyez. Donc le temps de sélectionner, de passer les marchés, de lancer les marchés.

Les travaux, on va essayer de les presser au maximum pour avoir un cinéma le plus vite possible. Le plus vite possible, c'est fin 2027 voire début 2028. Nous espérons bien sûr tenir les délais au plus court parce que secrètement je rêverai effectivement d'une inauguration en fin d'année avec le marché de Noël et cetera. Ça pourrait avoir du sens et ce serait formidable. Ce serait un beau cadeau pour tous les draveillois en tout cas qui ont entendu pendant des années que ce projet puisse aboutir.

Voilà, je vous remercie beaucoup, il n'y a pas de questions. Je vous remercie.

M. DAMERVAL – Madame la Maire, vous m'avez interpellé personnellement donc je souhaite pouvoir répondre aussi.

MME LA MAIRE - Je vous remercie. Je lève la séance.

Bonne soirée à toutes et à tous.

Merci.

M. DAMERVAL – On connait la haine. C'est une honte madame.

MME BEGUIN – Ne vous inquiétez pas, ça va bien se passer.

M. DAMERVAL – Tais-toi avec ta formule. On sait très bien ça va bien se passer. C'est honteux. Ta formule, elle est honteuse, c'est DARMANIN.

MME BEGUIN - Que vous êtes énervé.

Le conseil municipal est clos. Je vous remercie.

La séance du Conseil est levée à 22H01.

MAIRIE DE DRAVEIL 91 ESSONNE

Marie Françoise DUSSAUD
Secrétaire de séance

Anne-Marie JOURDANNEAU-FORT
Maire de Draveil

Les délibérations et la liste des délibérations sont consultables en Mairie, au Secrétariat Général, aux heures d'ouverture des bureaux